



## CHAPITRE 190

### LOI CONCERNANT LES ASILES D'ALIÉNÉS

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des asiles d'aliénés.*

**2.** Les asiles d'aliénés dans la province recevant des allocations du gouvernement, sont sous son contrôle et <sup>Contrôle des asiles.</sup> sa surveillance.

Les autres asiles ne sont que sous sa surveillance. S. Surveillance.  
R. 4088.

### PREMIÈRE PARTIE

#### DES ASILES RECEVANT DES PATIENTS AUX FRAIS DE LA PROVINCE

##### SECTION I

##### DU SURINTENDANT MÉDICAL ET DES MÉDECINS

§ 1.—*De leur nomination, de leur traitement, etc.*

**3.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un surintendant médical pour chaque asile ayant un <sup>Nomination d'un surintendant médical.</sup> contrat avec le gouvernement.

Il peut aussi être nommé, en outre, de la même manière, un assistant-surintendant médical et deux médecins internes pour chacun des asiles de Saint-Jean-de-Dieu, de Verdun et de Saint-Michel-Archange (Beauport). <sup>Nomination d'assistants et de médecins internes.</sup>

Le traitement de chacun de ces officiers est payé par la province; il est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil et ne doit pas dépasser trois mille dollars par <sup>Traitement de ces officiers.</sup> année.

L'assistant-surintendant médical a et exerce tous les pouvoirs du surintendant médical en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier pour quelque cause <sup>Pouvoir de l'assistant en l'absence du surintendant.</sup> que ce soit.

**Devoir des propriétaires d'un asile de fournir une chambre pour le surintendant.** Les propriétaires de chacun des asiles sont tenus de fournir, au surintendant médical, une chambre suffisante et convenablement meublée dans leur établissement et aussi rapprochée que possible de l'endroit où se trouve la pharmacie, qu'ils sont également obligés de fournir. S. R. (1909), 4089, 4090.

**Nomination du surintendant médical de l'hôpital St-Michel-Archange.** 4. Nonobstant les dispositions de la présente section, le surintendant médical pour l'Hôpital Saint-Michel-Archange est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais il est choisi parmi les médecins présentés par l'université Laval et agréés par les sœurs propriétaires dudit hôpital. Il reçoit le traitement fixé par l'article 3.

**Personnel médical.** Le personnel médical dudit hôpital comprend, en sus du surintendant, deux chefs de service, deux assistants, un chirurgien, un pathéologiste, un dentiste et un otorhino-laryngologiste, présentés par l'université Laval et agréés et payés par les sœurs propriétaires de l'hôpital. S. R. (1909), 4090a; 14 Geo. V, c. 47, s. 1.

#### § 2.—*De leurs pouvoirs et de leurs devoirs*

**Pouvoir du surintendant de surveiller les admissions** 5. Conformément aux dispositions de la loi, le surintendant médical surveille l'admission des patients à l'asile et leur renvoi temporaire ou définitif de l'asile.

**Contrôle du service médical.** Le surintendant médical a le contrôle du service médical, de la classification des patients et du traitement qui doit leur être donné, tel que mentionné dans l'article 7.

**Emploi du temps des médecins internes.** Les médecins internes doivent consacrer tout leur temps au service des patients, et prescrire le traitement médical ou moral approuvé par le surintendant médical, qui leur paraît le plus propre à hâter ou assurer leur guérison.

**Cliniques sur l'aliénation mentale.** Le surintendant médical et les médecins internes sont, avec le consentement des propriétaires, tenus, si le gouvernement l'exige, de donner, sans salaire additionnel, des cliniques sur l'aliénation mentale, dont la durée et le nombre sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 4091.

#### § 3.—*Des rapports du surintendant médical*

**Rapport du surintendant médical et contenu de ce rapport.** 6. Le surintendant médical doit faire, tous les ans, au secrétaire de la province, un rapport général indiquant le nombre des patients admis pendant l'année, le nombre de ceux qui ont été renvoyés temporairement ou définitivement, la date de chaque admission et de

chaque renvoi, le nombre de ceux qui ont été guéris ou dont la santé a été améliorée, ainsi que de ceux qui sont décédés à l'asile ou qui s'en sont évadés, et mentionnant en général toutes les améliorations adoptées ou suggérées, soit dans le traitement, soit dans l'entretien des patients, ainsi que tous les autres renseignements demandés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 4092.

## SECTION II

## DE LA DISCIPLINE INTERNE DE CES ASILES

7. Des règles et règlements peuvent être faits par le Pouvoir du surintendant médical de faire des règlements pour certaines fins. surintendant médical, avec le concours de l'assistant-surintendant médical et des médecins internes, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour le traitement médical moral et corporel des patients, lequel comprend les remèdes et prescriptions, la contrainte, la classification, la ventilation des édifices, le régime et la diète, le vêtement, le travail et l'exercice.

Les médecins internes sont tenus de résider auprès Résidence des méd. internes. de l'asile.

Ils sont chargés de faire exécuter, sous la direction Exécution des règlements. du surintendant médical, les règles et règlements faits et approuvés comme susdit; ils doivent aider au surintendant médical à exécuter les ordres qu'il donne, et le remplacer en cas d'absence ou de maladie.

Les propriétaires des asiles, leurs surintendants, employés et serviteurs sont tenus de mettre à exécution Devoirs des propriétaires, employés, etc., de l'asile. les ordres du surintendant médical ou de son remplaçant, pour tout ce qui a rapport au traitement médical, tel que réglé ci-dessus.

Le surintendant médical peut, pour cause d'incompétence ou d'insubordination, demander aux propriétaires de l'asile la révocation des surveillants, infirmiers Révocation des employés dans certains cas. et gardiens.

Dans le cas de dissentiment au sujet de cette révocation, l'un des inspecteurs des asiles décide. S. R. (1909), Cas de dissentiment. 4093; 9 Geo. V, c. 52, s. 1.

8. Lorsque le surintendant médical croit qu'il est dans l'intérêt de la santé d'un aliéné de l'occuper à certains travaux manuels que son état permet, les deniers provenant de la vente du produit de ces travaux, s'il en est, sont versés entre les mains du trésorier de la province pour faire partie du fonds destiné à l'entretien des aliénés. S. R. (1909), 4093a; 9 Geo. V, c. 52, s. 2. Travaux manuels des aliénés.

## SECTION III

DES ALIÉNÉS DONT L'ENTRETIEN EST A LEURS PROPRES FRAIS

§ 1.—*De leur admission, etc.*Admission  
des patients  
privés.

**9.** Les propriétaires des asiles d'aliénés, s'ils en ont reçu l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, peuvent recevoir dans leurs établissements les aliénés, les idiots et les imbéciles qui peuvent, soit par eux-mêmes, soit par leur tuteur, curateur ou par des personnes obligées par la loi à leur fournir des soins et des aliments, payer les frais de leur entretien, de leur séjour et de leur traitement.

Leur entre-  
tien.

La province n'est pas responsable du paiement des sommes payables pour ces patients. S. R. (1909), 4095.

Formalités  
d'admission  
de patients  
payant leurs  
propres frais.

**10.** Les personnes ci-dessus mentionnées ne peuvent être admises, s'il n'est fourni aux propriétaires de l'asile une demande suivant la formule 1, et un certificat suivant les formules 2 et 3, signés par deux médecins qui ne sont ni associés, ni frères, ni dans les relations de père et fils, entre eux, ni dans les mêmes relations avec les propriétaires de l'asile, ni avec le malade, et dont chacun a séparément et personnellement examiné le patient avant la demande d'entrée à l'asile.

Attestation  
des formules.

Les formules 1, 2 et 3 doivent être attestées sous serment. S. R. (1909), 4095.

Devoirs des  
médecins qui  
signent le cer-  
tificat.

**11.** Les médecins qui signent les certificats (formules 2 et 3) doivent préciser les faits résultant de leurs propres observations et des renseignements obtenus de toute autre personne, sur lesquels est basée leur opinion que le patient est aliéné, idiot ou imbécile. S. R. (1909), 4096.

Devoir des  
propriétaires  
de l'asile après  
l'arrivée d'un  
patient.

**12.** Dans les trois jours après l'arrivée du patient à l'asile, les propriétaires de tel asile doivent faire examiner ce patient par le surintendant médical ou un des autres médecins, et transmettre son rapport attesté sous serment au secrétaire de la province, qui en fournit aussitôt que possible une copie au curé ou ministre du culte de l'endroit d'où vient le patient; et, si le patient appartient à un pays étranger, au consul ou chargé d'affaires de tel pays, le priant de le communiquer aux parents du patient. S. R. (1909), 4097.

Rapport du  
surintendant  
médical.Procédure en  
cas d'opposi-  
tion à l'inter-

**13.** Dans le cas d'opposition à l'internement d'un patient, les intéressés doivent s'adresser à un juge de

la Cour supérieure du district où est situé l'asile pour en obtenir un ordre de mise en liberté, qui doit être régulièrement signifié aux propriétaires de l'asile; mais si le juge auquel cette requête a été présentée croit que les fins de la justice l'exigent, il peut ordonner que l'affaire soit renvoyée au juge du district d'où vient le patient. S. R. (1909), 4098.

**14.** L'ordre du juge en vertu duquel tel patient doit être mis en liberté doit mentionner les nom, prénoms, résidence et degré de parenté, ou, à défaut de parenté, la nature des relations qui existent entre la personne désignée dans tel ordre et le patient. S. R. (1909), 4099.

**15.** Le patient doit être mis en liberté dans le cas de guérison certifiée par le surintendant médical ou son assistant, ou dans le cas où la personne qui a signé la demande d'internement requiert, par un écrit signé de sa main, l'élargissement de ce patient, sauf le cas où le surintendant médical ou son assistant déclare que le patient est dangereux ou une cause de scandale pour la société. S. R. (1909), 4100.

**16.** Dans le cas d'incapacité ou d'absence de la province de la personne qui a fait la demande d'internement, l'époux ou l'épouse de cette personne, le père ou la mère du patient, un ou des plus proches parents, ou la personne qui a fait le dernier paiement pour le compte du patient peut, sauf toujours le cas de l'article 15, donner, en tout temps, l'ordre de son élargissement. S. R. (1909), 4101.

## § 2.—*Du livre des patients privés*

**17.** Dans chaque asile, il est tenu un livre appelé: "livre des patients privés," dans lequel doivent être inscrits immédiatement:

- 1° Les noms, la profession, l'âge et le domicile des patients;
- 2° La date de leur entrée dans l'asile;
- 3° Les noms et le domicile des personnes qui ont demandé leur admission;
- 4° Les noms des médecins qui ont certifié leur état;
- 5° Les changements survenus dans cet état;
- 6° La date de l'évasion des patients, s'il y en a eu, et celle de leur élargissement ou de leur décès. S. R. (1909), 4102.

Rapport mensuel du surintendant et contenu de ce rapport.

**18.** Le surintendant médical de l'asile doit, chaque mois, faire, au secrétaire de la province, un rapport relatif aux patients privés, indiquant:

- 1° Les noms et prénoms des patients admis ou sortis;
- 2° La date de leur entrée ou de leur sortie;
- 3° Les noms et le domicile des personnes qui ont demandé leur admission ou leur sortie;
- 4° Les noms des deux médecins qui ont certifié l'état mental des patients avant leur entrée;
- 5° La date de l'évasion des patients, de leur décès ou de leur mise en liberté. S. R. (1909), 4103.

### § 3.—Dispositions diverses

Dispositions applicables.

**19.** Les articles 33, 37, 40, 51, 69, 70, 71 et 72 s'appliquent aux articles précédents.

Admission des parents.

L'article 36 s'y applique aussi, en ce qui a rapport à l'admission, auprès du patient, de ses parents jusqu'au quatrième degré. S. R. (1909), 4104.

## SECTION IV

### DES ALIÉNÉS DONT L'ENTRETIEN EST AUX FRAIS DE LA PROVINCE ET DES MUNICIPALITÉS

#### § 1.—De leur admission, etc.

Admission aux frais du gouv. et des mun.:

**20.** Peuvent être admis dans les asiles d'aliénés, aux frais du gouvernement et des municipalités de comté, de cité ou de ville:

Des aliénés. pauvres;

1° Les aliénés qui n'ont pas, par eux-mêmes, ou par des personnes tenues par la loi de leur fournir des aliments et des soins, les moyens de payer, en tout ou en partie, le coût de leur entretien, de leur séjour et de leur traitement dans un de ces asiles;

Des idiots, etc.

2° Les idiots ou imbéciles, lorsqu'ils sont dangereux, une cause de scandale, sujets à des attaques d'épilepsie, ou d'une difformité monstrueuse, et sont incapables de payer leur entretien, leur séjour et leur traitement, en tout ou en partie. S. R. (1909). 4105; 9 Geo. V, c. 52, s. 3.

Formalités de l'admission.

**21.** Nul asile sous le contrôle et la surveillance du gouvernement ne peut recevoir un patient aux frais du gouvernement et des municipalités, s'il n'est remis au surintendant médical de l'asile où l'on veut le faire admettre:

Demande d'admission et son contenu.

1° Une demande d'admission faite par un parent, un ami, ou un protecteur du patient, contenant les noms, la profession, l'âge et le domicile, tant de la personne qui l'a faite que de celle dont le placement est demandé,

et l'indication du degré de parenté, ou, à défaut de parenté, de la nature des relations qui existent entre elles, rédigée conformément à la formule 1.

La demande doit être signée par celui qui l'a faite, et, s'il ne sait pas écrire, elle est reçue par-devant le maire, ou, en son absence, par-devant un juge de paix du domicile du patient; Signature de cette demande.

2° Des certificats de médecin, suivant les formules 2 et 3, constatant l'état mental du patient, indiquant les particularités de sa maladie, la nécessité de le faire traiter dans un asile d'aliénés et de l'y retenir renfermé. Certificat du médecin.

Dans le cas d'idiotisme ou d'imbécillité, le médecin doit déclarer de plus si le malade est dans la catégorie des idiots ou des imbeciles qui peuvent être admis ou détenus dans un asile, et indiquer spécialement les raisons sur lesquelles il appuie son opinion. Déclaration dans le cas d'idiotisme.

Ce certificat ne peut être admis, si le médecin qui le signe est parent ou allié, au troisième degré inclusive-ment, du propriétaire de l'asile ou de la personne qui demande l'admission de l'aliéné ou du patient. Valeur du certificat du médecin qui est parent.

Tout document qui doit être signé par un médecin en vertu de la présente section est nul et non avenue, si ce médecin n'en est pas un qui, à la connaissance du surintendant médical ou d'après les renseignements qu'il a pu ou peut obtenir, pratique habituellement sa profession; Valeur du certificat du médecin qui ne pratique pas.

3° Un certificat suivant la formule 4, signé soit par le curé ou son vicaire, ou le ministre du culte; Certificat du curé.

4° Un certificat suivant la formule 5, signé par le maire du lieu où le malade a son domicile, ou par un conseiller en son absence; Certificat du maire.

5° Un certificat rédigé suivant la formule 6, ou toute autre de même nature, signé par le secrétaire-trésorier ou greffier, selon le cas, ou, en son absence, par le maire de la municipalité d'où vient le malade. S. R. (1909), 4106. Certificat relatif à l'état de fortune du patient, etc.

**22.** Les formules 4 et 6 doivent être attestées sous serment devant un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure, un notaire ou un recorder. S. R. (1909), 4107. Attestation des formules 4 et 6.

**23.** Dans le cas où ces certificats démontrent que le patient ou un ou plusieurs parents obligés par la loi à son entretien, ont les moyens de payer, en tout ou en partie, le coût du séjour, de l'entretien et du traitement du patient dans un asile, le secrétaire de la province détermine, en se basant sur ces certificats, le montant Détermination par le sec. prov. des montants à être payés par le patient et ses parents.

qui doit être payé par le patient ou par les parents, et la part contributoire de chacun.

Action en recouvrement de ces montants.

Il peut poursuivre le recouvrement de ce montant par action, en la forme ordinaire, au nom de Sa Majesté. S. R. (1909), 4108.

Devoirs du surintendant médical sur réception des certificats.

**24.** Sur réception de la demande d'admission, des certificats suivant les formules 2, 3, 4, 5 et 6, et, dans les cas prévus par l'article 28, du certificat suivant la formule 3 ainsi que de la formule 6, le surintendant médical décide s'il doit admettre le patient provisoirement et porte sa décision à la connaissance des intéressés.

Permission requise.

Le patient ne peut être conduit à l'asile, ni être reçu sans la production de cette permission du surintendant médical.

S'il y a urgence.

En cas d'urgence, néanmoins, le surintendant médical peut se dispenser d'exiger le certificat du médecin; mais ce certificat doit lui être remis dans les huit jours qui suivent l'internement du patient. S. R. (1909), 4109.

Nullité des certificats dans certains cas.

**25.** Lorsqu'une personne est à la fois médecin, maire ou juge de paix, ou parente, alliée ou amie du patient dont l'internement est demandé, cette personne ne peut signer qu'à un seul de ces titres les certificats mentionnés plus haut, (sauf les formules 2 et 3 qui sont remplies et signées par le même médecin), soit en qualité de médecin, de maire, de juge de paix, de parent, d'allié ou d'ami, sous peine de nullité des certificats.

Idem.

Ces certificats sont également nuls, s'ils ont été dressés plus de vingt jours avant leur remise au surintendant médical. S. R. (1909), 4110.

Modification des formalités par le lt-gouv. en cons.

**26.** Sur le rapport du surintendant médical, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, quand il le juge à propos, modifier les formalités exigées pour l'admission. S. R. (1909), 4111.

Pénalité contre ceux qui déposent un aliéné dans un endroit quelconque sans donner son nom, etc., dans le seul but se s'en débarrasser.

**27.** Quiconque, dans le but, ou de s'en débarrasser lui-même, ou d'en débarrasser un autre, ou de le faire interner dans un asile pour les aliénés ou les idiots, ou dans toute autre institution de bienfaisance subventionnée par la province, laisse ou dépose dans un endroit quelconque un aliéné, un idiot, un dément, un épileptique, un sourd-muet, un malade ou un infirme quelconque, sans donner par écrit à une personne compétente pour recevoir cette déclaration, ses nom, prénoms, qualité, occupation et domicile, et pareillement ceux de la personne ainsi laissée ou déposée, est passible d'une amende de cent dollars, et, à défaut du paiement de



cette amende, d'un emprisonnement de six mois dans la prison commune du district où l'infraction a été commise.

Cette amende est recouvrée devant toute cour de justice ayant juridiction pour cette somme, à la poursuite de toute personne qui en fait la demande, et appartient moitié à la couronne et moitié à la personne qui a intenté l'action. S. R. (1909), 4112.

Recouvrement de cette amende, etc.

**28.** Dans le cas d'idiots ou d'imbéciles entrés depuis plus de trois mois dans un hôpital public et devenus dans un état tel qu'il est nécessaire de les interner dans un asile d'aliénés, la demande d'admission doit être faite par écrit, par le propriétaire ou le surintendant de l'hôpital, et le certificat du médecin doit être donné par l'un des médecins visiteurs de l'établissement.

Admission des idiots venant d'un hôpital public.

La demande d'admission doit contenir le nom, la profession et l'âge du patient, et mentionner la municipalité où il a eu son dernier domicile avant son entrée à l'hôpital ainsi que la date de son entrée.

Demande d'admission dans ce cas.

Le certificat du médecin doit constater, suivant la formule 3, l'état mental du malade, indiquer les particularités de sa maladie, la nécessité de le faire traiter dans un asile et de l'y tenir renfermé.

Contenu du certificat du médecin.

Le propriétaire ou le surintendant de l'hôpital doit accompagner sa demande d'admission d'un certificat, rédigé suivant la formule 6 ou toute autre de même nature, signé par le secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité d'où venait le malade, lors de son entrée à l'hôpital, et, en son absence, par le maire de telle municipalité. S. R. (1909), 4113.

Certificat doit accompagner demande d'admission.

**29.** Dans les cas d'urgence absolue, le surintendant médical peut ordonner qu'un malade soit admis provisoirement, quand même toutes les formalités n'auraient pas été remplies, pourvu qu'elles le soient subséquemment. S. R. (1909), 4114.

Admission provisoire dans les cas d'urgence.

**30.** Le surintendant médical doit, dans les quinze jours qui suivent l'admission du patient, transmettre au secrétaire de la province, avec cette demande et les certificats suivant les formules 3 et 6 ou 3, 4, 5 et 6 ci-dessus mentionnés, un rapport spécial constatant l'état mental du patient, et déclarant s'il doit être admis définitivement dans l'asile où s'il doit en être renvoyé. S. R. (1909), 4115.

Rapport au sec. de la province.

**31.** Sur réception de ces documents, le secrétaire de la province adresse au surintendant médical de l'asile, l'ordre qu'il juge convenable, soit pour l'admission défi-

Ordre d'internement.

nitive du patient, soit pour sa mise en liberté, et cet ordre doit être exécuté sans délai. S. R. (1909), 4116.

Rapport hebdomadaire au surintendant médical.

**32** Les propriétaires de l'asile doivent, aux huit, quinze, vingt-deux et trente de chaque mois, donner au surintendant médical un état en double des admissions, réadmissions, départs et décès des patients.

Transmission de ce rapport.

Le surintendant contresigne un de ces doubles et le transmet au secrétaire de la province dans les deux jours de sa réception. S. R. (1909), 4117.

Pouvoir du surintendant médical d'entrer dans l'asile, etc.

**33** Pour les fins de la première partie de la présente loi, le surintendant médical a, en tout temps, accès dans toutes les parties de l'asile où sont internées les personnes qui y sont admises et détenues, et peut aussi, quand il le juge nécessaire, et à des heures convenables, prendre communication des registres où les noms des patients sont inscrits, ainsi que de tous les livres, registres et documents qui ont rapport aux patients. S. R. (1909), 4118.

#### § 2—*Du livre des patients publics*

Livre des patients publics et son contenu.

**34.** Dans chacun de ces asiles il est tenu un registre appelé "livre des patients publics", sur lequel doivent être immédiatement inscrits:

- 1° Les noms, prénoms et surnoms, la profession, l'âge et le domicile des patients;
- 2° La date de leur entrée dans l'asile;
- 3° Les noms et le domicile des personnes qui ont demandé leur admission;
- 4° Le nom du médecin qui a certifié leur état;
- 5° Les changements survenus dans cet état;
- 6° La date de l'évasion des patients, s'il y a lieu, et celle de leur élargissement temporaire ou définitif ou de leur décès. S. R. (1909), 4119.

Livre tenu par le gardien.

**35.** Les changements notables survenus dans l'état des patients doivent aussi, pour l'information du surintendant médical, de son assistant et de l'un des médecins internes, être entrés journellement dans un livre tenu par le gardien dans chaque division de l'asile, avec les noms des patients. S. R. (1909), 4120.

#### § 3.—*De l'admission auprès des patients, etc.*

Admission des parents, etc., auprès des patients.

**36.** Le surintendant médical ou son assistant peut, en tout temps, donner une autorisation écrite et signée de sa main à l'effet d'admettre auprès du patient tout parent, ami ou médecin, ou toute autre personne que les parents ou amis désignent.

Cette autorisation peut être limitée ou générale et avec ou sans restrictions quant à la présence d'un gardien pendant cette admission. S. R. (1909), 4121. Limitation de l'autorisation.

**37.** Toute lettre écrite par un patient détenu dans un asile et adressée aux membres du Conseil exécutif, aux inspecteurs des asiles, à sa famille ou à ceux qui ont provoqué son internement, doit être transmise à son adresse par les propriétaires de ces asiles ou leurs officiers sans être ouverte. S. R. (1909), 4122. Lettres écrites par les aliénés.

#### § 4.—De l'élargissement des patients

**38.** Toute personne, parente, alliée ou amie d'un patient à l'asile, ou qui a provoqué son internement, son tuteur ou curateur, ainsi que toute personne autorisée par un conseil de famille, peut obtenir la mise en liberté d'un aliéné détenu dans un asile, en adressant au surintendant médical une requête à cette fin, accompagnée d'une déclaration par laquelle cette personne s'engage à prendre soin de l'aliéné et à faire, chaque fois qu'elle en sera requise, rapport sur son état au surintendant médical; pourvu que le surintendant médical soit d'avis que ce patient peut être mis en liberté sans danger, sauf appel au secrétaire de la province, en cas de contestation au sujet de la décision du surintendant médical. S. R. (1909), 4123. Obtention de la mise en liberté des aliénés par des parents.

**39.** Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux aliénés internés en vertu des articles 966 à 970, du Code criminel, concernant les prisonniers atteints d'aliénation mentale. S. R. (1909), 4124. Dispositions non applicables.

**40.** Lorsqu'un aliéné meurt dans un asile, les propriétaires de cet asile doivent immédiatement en donner avis au surintendant médical, et lui fournir, en même temps, des renseignements complets sur la nature et la durée de la maladie du défunt, ou, si la mort est survenue par accident, sur toutes les circonstances dans lesquelles cet accident s'est produit et, à défaut de fournir immédiatement ces renseignements, les propriétaires sont passibles, pour chaque cas, d'une amende de cinquante dollars. Notification et renseignements exigés lorsqu'un aliéné meurt à l'asile.

Cette amende est retenue sur les sommes payables aux propriétaires de l'asile, après condamnation pour l'infraction devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat du district. Amende pour contravention.

Le surintendant médical doit, sans délai, après avoir reçu les renseignements ci-dessus sur la cause du décès, Retenue de cette amende.

Avis au coroner.

en donner avis au coroner. S.R. (1909), 4125; 4 Geo. V, c. 38, s. 2.

## SECTION V

## DES ALIÉNÉS EN PRISON (\*)

Prisonniers  
aliénés.

**41.** Lorsque le shérif d'un district a raison de croire qu'une personne détenue en prison, pour quelque infraction que ce soit, est aliénée, il doit faire examiner ce détenu par le surintendant médical d'un asile d'aliénés, ou par un autre médecin nommé par le secrétaire de la province; et, si le rapport de ce médecin, fait suivant les formules 7 et 8, établit l'aliénation mentale du détenu, le shérif transmet aussitôt les certificats et la copie de l'ordre ou du mandat d'emprisonnement en vertu duquel il est incarcéré, au lieutenant-gouverneur qui, sur examen de ces documents et de tous autres qu'il juge à propos d'exiger, peut ordonner l'internement du détenu dans l'asile le plus rapproché de la prison où le détenu est incarcéré.

Transfert  
des aliénés  
déclarés  
irresponsables  
de leurs actes  
par le tribu-  
nal.

Lorsqu'une personne traduite devant une cour de justice sous le coup d'une accusation criminelle est déclarée, par la cour, irresponsable de ses actes, soit pour cause de surdi-mutité, soit pour cause de démence sénile, et envoyée dans un asile d'aliénés, le secrétaire de la province peut faire transférer ce patient de l'asile à un autre établissement en rapport avec son état de santé, et, à cette fin, le secrétaire de la province peut faire, avec toute institution de cette nature, les arrangements qu'il croit les plus avantageux. S. R. (1909), 4126.

Frais d'en-  
tretien, etc.  
de ces per-  
sonnes dans  
un asile.

**42.** Lorsqu'un aliéné est transféré d'une prison dans un asile, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans l'asile est due et payée par la municipalité de comté, de cité ou de ville dans laquelle a été opérée l'arrestation du patient, sauf le recours de cette municipalité, dans le cas où le patient n'était pas alors domicilié dans les limites de son territoire, contre la municipalité de comté, de cité ou de ville où il avait son domicile.

Indication du  
domicile par  
la municipa-  
lité appelée  
à payer.

Si, cependant, la municipalité de comté, de cité ou de ville qui est appelée à payer en vertu du présent article, indique, d'une manière certaine, au secrétaire de la province, avant la poursuite, l'endroit où le malade avait son domicile avant l'arrestation, le gouvernement doit faire payer directement la municipalité de comté, de cité ou de ville où le malade avait son domicile. S. R. (1909), 4127.

(\*) Les articles 41 à 45 seront abrogés à la date fixée dans la proclamation qui sera émise par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 93.

**43.** Les propriétaires de chaque asile d'aliénés doivent transmettre au secrétaire de la province, en même temps que la liste exigée par l'article 53, une liste contenant les noms des aliénés internés dans l'asile qui ont été transférés d'une prison. S. R. (1909), 4128.

Transmis-  
sion de la liste  
de ces pa-  
tients au sec.  
de la prov.

**44.** Les articles 54 à 59 et l'article 62 reçoivent application dans le cas du transfert d'un aliéné d'une prison à un asile. S. R. (1909), 4129.

Application  
de certains  
articles.

**45.** Sur le rapport du surintendant médical ou de son assistant constatant qu'un aliéné interné à l'asile sous l'empire du Code criminel, a recouvré la raison, le lieutenant-gouverneur, sur la recommandation du secrétaire de la province, ordonne que ce détenu soit mis en liberté ou reconduit en prison pour y subir son procès ou sa peine, suivant le cas.

Aliénés re-  
couvrant la  
raison dans  
un asile.

Les frais occasionnés par son transfert de la prison à l'asile et de l'asile à la prison, forment partie du coût de l'entretien, du séjour et du traitement de l'aliéné. S. R. (1909), 4130.

Frais de  
transfert.

## SECTION VI

### DES ALIÉNÉS DANGEREUX

**46.** Dans toute cité ou ville où il y a un recorder, ce recorder, et dans les cités de Québec et de Montréal, un recorder ou un magistrat, et, dans toutes les autres parties de la province, tout juge de paix, sur dénonciation attestée sous serment de deux contribuables établissant qu'une personne interdite ou non, compromet la sécurité, la décence ou la tranquillité publique ou sa propre sécurité, accompagnée du certificat du médecin suivant les formules 2 et 3 constatant l'aliénation mentale et déclarant qu'il est urgent de l'interner dans un asile, ordonne d'office, suivant la formule 9, que tel malade soit placé dans un asile d'aliénés. S. R. (1909), 4131.

Internement  
des aliénés  
dangereux.

**47.** Le magistrat, le recorder ou le juge de paix devant qui un patient est conduit, doit, avant de donner l'ordre mentionné dans l'article 46, exiger la production des certificats rédigés et signés suivant les formules 5 et 6, et transmettre, sans délai, tous ces documents au surintendant médical, qui, après les avoir examinés, admet temporairement l'aliéné dans tel asile.

Certificats  
requis avant  
l'ordre d'in-  
ternement.

Le malade ne doit cependant pas être transféré avant que l'ordre du surintendant médical à cet effet ait été reçu.

Ordre du su-  
rintendant  
nécessaire.

Production  
des certificats  
dans le cas  
d'urgence.

Cependant, dans les cas d'urgence absolue, la production des formules 5 et 6 peut être différée de quinze jours, si le surintendant médical le juge à propos. S. R. (1909), 4132.

Forme de  
l'ordre.

**48.** Les ordres d'internement ainsi donnés par les recorders, magistrats ou juges de paix, sont rédigés suivant la formule 9, et ils doivent indiquer la cause de la dénonciation; ils doivent énoncer les circonstances qui les ont rendus nécessaires, être accompagnés, dans chaque cas, du certificat du médecin et de la dénonciation attestée sous serment sur laquelle ils ont été donnés.

Admission  
temporaire  
de l'aliéné.

Tous ces documents sont transmis, sans délai, au surintendant médical qui, après les avoir examinés, admet temporairement l'aliéné dans tel asile. S. R. (1909), 4133.

Rapport au  
secrétaire de  
la province et  
ordonnance  
si le patient  
est aliéné.

**49.** Dans les quinze jours qui suivent cette admission, le surintendant médical ou son remplaçant transmet au secrétaire de la province, avec les documents qu'il a reçus, son rapport sur l'état mental du détenu, et, sur réception de ce rapport, s'il est constaté que le détenu est aliéné, le secrétaire de la province autorise immédiatement son internement définitif dans l'asile où il a été placé.

Ordonnance  
si le patient  
n'est pas  
aliéné.

Si, au contraire, le rapport du surintendant médical ou de son remplaçant constate que le détenu n'est pas une personne qu'il convient d'interner dans un asile d'aliénés, le secrétaire de la province ordonne immédiatement sa mise en liberté, et jusqu'à ce que le malade sorte de l'asile après ledit ordre de mise en liberté, la municipalité intéressée devient responsable de tout ce que coûtent au gouvernement les frais de garde, d'entretien et de traitement de tel détenu dans l'asile. S. R. (1909), 4134.

Délai pour  
l'exécution de  
l'ordre, etc.

**50.** Les ordres mentionnés dans les articles 46, 47 et 48, qui n'ont pas reçu leur exécution dans les vingt jours à compter de leur date, cessent d'être exécutoires. S. R. (1909), 4135.

## SECTION VII

### DES ALIÉNÉS QUI S'ÉCHAPPENT D'UN ASILE

Arrestation  
des aliénés  
qui s'échap-  
pent de l'asile.

**51.** Dans le cas où un détenu s'échappe d'un asile d'aliénés, il est du devoir de tout officier de l'asile de l'arrêter ou de le faire arrêter par toute autre personne, et de le ramener à l'asile, dans les quinze jours de sa

fuite, sans mandat, ou pendant les trois mois de sa fuite sur un mandat fait suivant la formule 10, émis par le surintendant médical ou son assistant, et l'aliéné est interné de nouveau dans l'asile d'où il s'est échappé pour les mêmes raisons et en vertu de la même autorité qu'il l'était avant sa fuite. S. R. (1909), 4136.

## SECTION VIII

## DES FRAIS D'ENTRETIEN DES ALIÉNÉS

**52.** Dans tous les cas où un aliéné est interné dans un asile aux frais de la province et des municipalités, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans l'asile est payée moitié par le gouvernement et moitié par la cité ou la ville d'où le malade a été envoyé à l'asile, et, lorsqu'il vient de tout autre endroit que d'une cité ou d'une ville, par la municipalité de comté dans les limites de laquelle se trouve l'endroit d'où il a été envoyé à l'asile.

Paiement de  
l'entretien  
des aliénés.

Si, cependant, la municipalité qui est appelée à payer en vertu du présent article, indique d'une manière certaine, au secrétaire de la province, avant la poursuite, le dernier endroit où le malade a eu, de bonne foi, un domicile pendant six mois consécutifs, le gouvernement fait payer directement la municipalité de comté, de cité ou de ville où le malade avait ce domicile. S. R. (1909), 4137; 8 Geo. V, c. 55, s. 1.

Indication du  
dernier domi-  
cile de six  
mois.

**53. 1.** Dans les premiers quinze jours du mois de janvier de chaque année, les propriétaires de chaque asile d'aliénés doivent transmettre au secrétaire de la province une liste, préparée spécialement pour les fins de la présente partie, attestée sous serment devant un juge de paix, et contenant:

Transmis-  
sion de la liste  
des aliénés au  
sec. de la  
province.

- a) Les noms des aliénés internés dans l'asile;
- b) Leur résidence à l'époque de l'internement.

Contenu des  
listes.

Les listes ou états annuels ne comprennent pas les patients dont le secrétaire de la province a ordonné ou ratifié l'internement avant le 1er juillet 1892.

Certains pa-  
tients omis.

**2.** Les propriétaires de l'asile sont aussi tenus de fournir au secrétaire de la province, avec leur compte trimestriel, un état spécial indiquant séparément les noms des patients à la charge du gouvernement et des municipalités de comté, de cité ou de ville, la date de leur entrée, et de leur sortie temporaire ou définitive et le nombre de jours pendant lesquels ils ont été dans l'asile. S. R. (1909), 4138.

États trimes-  
triels.

État détaillé  
transmis aux  
percepteurs  
du revenu.

**54.** Sur réception de cette liste, le secrétaire de la province doit préparer sans retard pour chaque municipalité de comté, de cité ou de ville, un état détaillé des sommes dues par elle, et le transmettre tout de suite au percepteur du revenu de la province pour le district où se trouve cette municipalité de comté, de cité ou de ville.

Devoir des  
percepteurs  
sur réception  
de cet état.

Sur réception de cet état, le percepteur du revenu doit transmettre au secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité intéressée un extrait certifié de cet état, contenant les noms des aliénés à l'entretien desquels la municipalité doit contribuer, ainsi que le montant dû par elle au sujet de ces aliénés, et un avis d'avoir à verser entre ses mains, le ou avant le premier jour de mai alors prochain, le montant dû pour cette contribution. S. R. (1909), 4139.

Recouvre-  
ment du  
montant dû.

**55. 1.** Le montant dû par une corporation obligée à l'entretien de tout aliéné dans un asile, en vertu des dispositions précédentes, est recouvrable par voie d'action ordinaire.

Force pro-  
bante de cer-  
tains docu-  
ments.

**2.** Dans toute poursuite ou procédure intentée pour le recouvrement de ce qui est dû pour l'entretien d'un ou de plusieurs aliénés dans un asile, une copie certifiée par le secrétaire de la province ou son assistant, de la lettre ou des lettres du département du secrétaire de la province, ordonnant ou ratifiant l'internement, et un compte, également certifié par le secrétaire de la province ou son assistant, pour le montant dû pour chaque aliéné par la municipalité, énonçant le nom de chacun, la date et la durée de son internement, ainsi que la mention de l'endroit d'où il a été envoyé à l'asile, ou, suivant le cas, de la municipalité dans laquelle le malade a eu son domicile au sens du deuxième alinéa de l'article 52, constituent une preuve suffisante, sans autre preuve, pour obtenir jugement. S. R. (1909) 4140, 10 Geo. V, c. 58, s. 1.

Action en  
recouvre-  
ment du  
montant dû.

**56.** Cette action est intentée par le percepteur du revenu du district, en son nom, contre toute telle municipalité de comté, de cité ou de ville, devant un tribunal de juridiction compétente. S. R. (1909), 4141.

Imposition  
et prélève-  
ment du  
montant payé,  
par les cités  
et villes.

**57.** Le montant payé par la municipalité de cité ou de ville en vertu des dispositions de la présente partie, est considéré comme une dette imposable en vertu du Code municipal ou de la charte de toute cité ou ville, et peut être perçu comme toute taxe ordinaire. S. R. (1909), 4142.



**58.** Pour le paiement de toutes sommes réclamées d'une municipalité de comté en vertu de la présente partie, il est procédé de la même manière que pour les sommes payables par une corporation ou un conseil de comté. Procédure contre les municipalités de comté. S. R. (1909), 4143.

**59.** Toute somme due au gouvernement en vertu de la présente partie, constitue une dette privilégiée qui prend rang immédiatement après les frais de justice. Privilège de la couronne. S. R. (1909), 4144.

**60.** Le secrétaire-trésorier, le greffier ou son assistant et le maire de toute municipalité, sont tenus, sous peine d'une amende de vingt dollars, de remplir, de signer de bonne foi et au meilleur de leur connaissance, et d'attester les documents mentionnés dans la présente partie comme devant être signés et attestés par eux. Amende contre le maire ou le greffier pour refus de signer, etc., documents. S. R. (1909), 4145.

**61.** Lorsqu'il s'agit d'un malade venant d'une cité ou d'une ville, le greffier de la corporation municipale, et, en son absence, son député ou son assistant, est tenu de remplir les devoirs que la présente partie assigne aux secrétaires-trésoriers des municipalités locales. Greffier est autorisé à agir dans les cas de cité ou ville. S. R. (1909), 4146.

**62.** Nonobstant toute loi à ce contraire, les frais de transport d'un aliéné à un asile et toute dépense occasionnée par sa mise hors de l'asile, par sa déportation, son rapatriement ou son transport à son domicile, sont payables par la municipalité de comté, de cité ou de ville tenue au paiement total ou partiel de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans un asile, et ils peuvent lui être réclamés aussitôt après qu'ils sont encourus. Paiement des frais de transport des aliénés.

Si cependant, la municipalité qui est appelée à payer en vertu du présent article, indique, d'une manière certaine, au secrétaire de la province, avant la poursuite, l'endroit où le malade a eu son domicile pendant les six mois qui ont précédé son internement, le gouvernement doit faire payer directement la municipalité de comté, de cité ou de ville où le malade avait ce domicile. Indication du dernier domicile de six mois. S. R. (1909), 4147; 10 Geo. V, c. 59, s. 1.

**63.** Il est loisible à toute municipalité qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement d'un aliéné dans un asile, ainsi que pour les frais de transport d'un aliéné, de se faire rembourser, par voie d'action et d'exé- Recours des municipalités.

cution en la manière ordinaire, sur les biens de l'aliéné ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance et à son entretien.

Recours sur les immeubles de l'aliéné, etc., quelque soit le montant du jugement.

Nonobstant toute loi à ce contraire, telle municipalité peut se faire rembourser par voie d'exécution sur les immeubles de l'aliéné ou ceux des personnes obligées par la loi à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle obtient, ou la municipalité peut, dans le cas où le patient n'était pas domicilié dans les limites de son territoire lors de son entrée à l'asile, exercer son recours en remboursement contre la municipalité où le malade avait alors son domicile; mais tel recours par une municipalité se prescrit par trois ans de la date du paiement fait au gouvernement. S. R. (1909), 4148.

Recours de la municipalité de comté contre la municipalité locale.

**64.** Toute municipalité de comté qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour l'entretien, le séjour ou le traitement d'un aliéné dans un asile, ou pour son transport à ou de cet asile, peut, au lieu de se faire rembourser en la manière prescrite par l'article 63, recouvrer de la municipalité locale d'où le malade a été envoyé à l'asile le montant qu'elle a ainsi payé.

Remboursement de la municipalité locale.

La municipalité locale peut ensuite être remboursée, conformément aux règles prescrites par l'article 63, de ce qu'elle a payé à la municipalité de comté.

Recours du conseil de comté contre les municipalités locales en certains cas.

Lorsqu'une municipalité de comté a payé une somme d'argent au gouvernement pour un aliéné, et qu'elle ne peut se faire rembourser sur les biens de cet aliéné ou ceux des personnes qui sont obligées par la loi de pourvoir à son entretien, elle doit, dans les deux cas suivants:

1° Lorsque cet aliéné n'a pas de domicile connu dans la province; ou

2° Lorsque la municipalité d'où vient l'aliéné est une municipalité pauvre et reconnue comme telle par le conseil de comté,

la prélever sur les municipalités locales dans le comté, de la même manière que toute taxe ordinaire imposée en vertu du Code municipal et due par ces municipalités locales. S. R. (1909), 4149.

## SECTION IX

### DISPOSITIONS DIVERSES

Mise en liberté de l'aliéné à titre d'essai.

**65.** Le surintendant médical d'un asile peut autoriser la sortie de tout malade à titre d'essai, sur la promesse par écrit d'un parent, du curateur ou d'un ami du patient d'en prendre soin, de le garder chez lui et de le ramener à l'asile dans le cas où il deviendrait dangereux de le laisser plus longtemps hors de l'asile.

Cette promesse par écrit doit être rédigée d'après la formule 11. Forme de la promesse.

Rien ne doit être chargé par les propriétaires de l'asile pour le temps que le patient est ainsi absent. S. R. Dépenses non exigibles en son absence. (1909), 4150.

**66.** Toute personne placée dans un établissement d'aliénés cesse d'y être retenue aussitôt que la guérison est constatée par le surintendant médical qui donne aux propriétaires l'ordre de la mettre en liberté. S. R. Mise en liberté du patient sur constatation de sa guérison. (1909), 4151.

**67.** Le secrétaire de la province, ou le surintendant médical avec l'autorisation écrite du secrétaire de la province, peuvent ordonner que les idiots, les aliénés incurables ou les déments séniles sortent de l'asile où ils se trouvent, pour être envoyés dans leurs familles ou chez les personnes tenues en loi à leur entretien, ou dans les hôpitaux dans lesquels on reçoit les vieillards et les malades; pourvu toujours que ces malades ainsi libérés ne soient pas une cause de scandale ou de danger. S. R. Envoi des aliénés incurables, etc., dans les hôpitaux, etc. (1909), 4152.

**68.** Toute personne qui a signé la demande d'internement d'un patient dans un asile, ou toute personne tenue à son entretien en vertu de la loi, doit aller y chercher ce patient à ses frais, dès qu'elle en est requise par le surintendant médical de tel asile ou par le secrétaire de la province, sous peine d'une amende de trente dollars. S. R. Amende contre les personnes qui refusent d'aller chercher un patient à l'asile. (1909), 4153.

**69.** Toute personne placée ou retenue dans un asile d'aliénés, son tuteur si elle est mineure, son curateur, ou tout parent ou ami, peut, sur requête sommaire, et à quelque époque que ce soit, demander à un juge de la Cour supérieure du district dans lequel est situé l'établissement, son élargissement de l'asile. Élargissement des patients par le juge.

Le juge, après enquête et audition, ordonne cet élargissement, s'il y a lieu, et sa décision est finale et sans appel. S. R. Décision du juge. (1909), 4154.

**70.** Sur la demande des parents, de l'époux ou de l'épouse, le juge du lieu du domicile peut nommer, en chambre, un administrateur provisoire aux biens de toute personne non interdite placée dans un asile d'aliénés. Administrateur provisoire aux biens d'un aliéné.

Cette nomination n'a lieu qu'après délibération du conseil de famille et n'est pas sujette à appel. Sa nomination.

**Ses pouvoirs.** L'administrateur provisoire a, sur la personne et les biens de l'aliéné, tous les pouvoirs, et est, quant à son administration, soumis à toutes les obligations d'un curateur ordinaire.

**Avis de nomination.** La personne nommée administrateur provisoire doit immédiatement faire connaître sa nomination, par lettre recommandée, adressée au surintendant médical de l'asile dans lequel est interné cet aliéné. S. R. (1909), 4155; 9 Geo. V, c. 53, s. 1.

**Le surintendant médical a les pouvoirs d'un curateur en certains cas.** **71.** S'il n'y a pas d'administrateur provisoire nommé ou jusqu'à ce que la nomination de l'administrateur provisoire lui ait été notifiée, suivant la disposition de l'article 70, le surintendant médical de l'asile dans lequel une personne aliénée, non interdite, est placée à titre de patient public, a, sur sa personne et sur ses biens, tous les pouvoirs d'un curateur ordinaire. Il est de plus sujet aux instructions que peut, de temps à autre, lui donner le lieutenant-gouverneur en conseil relativement aux biens possédés par ou appartenant à l'aliéné.

**Instructions du lt-gouv. en conseil.** **Durée d'exercice de ces pouvoirs.** Sujet aux restrictions ci-dessus ou jusqu'à ce qu'il ait constaté que le malade est complètement guéri, le surintendant médical continue l'exercice des mêmes pouvoirs sur la personne et les biens de l'aliéné non interdit, mis hors de l'asile et confié à la garde d'un parent ou allié, suivant les dispositions de l'article 38. S. R. (1909), 4156; 9 Geo. V, c. 53, s. 2; 11 Geo. V, c. 77, s. 1.

**Cessation des pouvoirs de l'administrateur ou du surintendant.** **72.** Les pouvoirs conférés en vertu des articles 70 et 71, cessent de plein droit dès que la personne ainsi internée dans un asile n'y est plus retenue ou lorsqu'il lui est nommé un curateur en vertu des dispositions du Code civil. S. R. (1909), 4157.

**Certaines procédures applicables.** **73.** Sauf ce qui est prescrit de contraire dans la présente partie, les dispositions de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165) s'appliquent aux procédures faites sous l'empire de la présente partie, par tout juge de paix, juge des sessions de la paix, magistrat de district et magistrat de police. S. R. (1909), 4158.

**Mode de déterminer les réclamations des propriétaires.** **74.** Toute réclamation, pouvant résulter de l'exécution de la présente partie, de la part des propriétaires d'un asile, peut être déterminée, si les parties y consentent, par des arbitres nommés conformément aux dispositions du Code de procédure civile, et, à défaut de consentement, elles peuvent recourir à la pétition de droit;

telle réclamation, s'il y a lieu, doit être signifiée au gouvernement avant ou dans les trois mois qui suivent chaque année, sous peine de déchéance.

Dans les deux cas, le gouvernement peut invoquer, Compensation.  
contre telle demande, toute compensation qui paraît juste et légitime. S. R. (1909), 4159.

**75.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, quand il le juge à propos, pour la mise à exécution de la présente partie, modifier et abroger les formules actuelles et en faire de nouvelles qu'il peut également modifier et abroger. Pouvoir du lt-gouv. en cons. de faire des formules. S. R. (1909), 4160.

**76.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, avec toute communauté religieuse de femmes ou d'hommes ou toutes autres institutions, ou toutes personnes, des arrangements pour la garde, la nourriture, l'entretien et le traitement des idiots, pourvu que le coût pour chaque patient n'excède pas cinquante dollars par année, et pourvu aussi que les dispositions du présent article n'affectent point les droits acquis par les contrats existant le 2 avril 1890, date de l'entrée en vigueur de la loi 53 Victoria, chapitre 41. Arrangements qui peuvent être faits avec certaines institutions. S. R. (1909), 4161.

## DEUXIÈME PARTIE

### DE L'ASILE POUR LES DÉTENUÉS ALIÉNÉS

**77.** Il peut être établi, conformément aux dispositions de la présente loi, sous le nom d'"Asile des détenus aliénés", un asile pour recevoir les aliénés envoyés d'un pénitencier, d'une prison ou de tout autre endroit de détention dans la province pour être gardés dans un asile d'aliénés dans les cas prévus par une loi du Canada ou de la province. Établissement de l'"Asile des détenus aliénés".

Cet asile peut être localisé dans l'endroit que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil. Localisation. 15 Geo. V, c. 52, s. 1.

**78.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire acquérir les terrains nécessaires pour ledit asile et y faire faire, suivant des plans et devis préparés sous la direction du ministre des travaux publics et du travail, les constructions et travaux requis. Achat de terrains, constructions, etc.

Le coût de ces acquisitions, constructions et travaux sera payé à même le fonds consolidé du revenu. Paiement du coût. 15 Geo. V, c. 52, s. 2.

Pouvoirs du lt-gouverneur en conseil; **79.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil:

Réception, etc., des patients à l'asile; 1° De placer la réception, la garde, l'entretien et le traitement des personnes détenues dans cet asile sous le contrôle direct d'employés du gouvernement, sous la surveillance du secrétaire de la province; ou,

Contrats pour la garde etc., des patients. 2° De faire et de renouveler avec toute personne, association ou corporation, un contrat en vue de la réception, de la garde, de l'entretien et du traitement de ces détenus, ce contrat étant sujet à ratification par la Législature à la session qui suivra la date de sa signature. 15 Geo. V, c. 52, s. 3.

Proclamation établissant l'asile. **80.** Après le parachèvement des travaux visés par les dispositions précédentes et l'adoption d'un arrêté en conseil décrétant la manière dont il sera pourvu à la réception, à la garde, à l'entretien et au traitement des détenus aliénés dans l'asile autorisé par la présente loi, suivi d'un contrat à cet effet, s'il y a lieu, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra émettre une proclamation décrétant que cet asile sera, à compter de la date fixée dans la proclamation, un asile public d'aliénés pour la réception, la garde, l'entretien et le traitement des classes d'aliénés mentionnés dans l'article 77. 15 Geo. V, c. 52, s. 4.

Pouvoirs du lt-gouv. en conseil; **81.** A compter de la même date, le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

Relativement au transfert de certains aliénés; 1° Ordonner que tout aliéné alors interné en vertu de son mandat, dans un asile d'aliénés de cette province, après condamnation, ou en attendant sa comparution ou son procès, ou à la suite d'un ordre d'un tribunal ou d'un juge ou de la décision d'un jury, soit transféré dans l'asile autorisé par la présente loi pour y être gardé jusqu'à ce qu'il soit élargi, ou renvoyé au lieu de détention qu'il convient pour que justice lui soit rendue suivant la loi;

Au sujet des aliénés dans un pénitencier. 2° S'entendre avec le ministre de la justice du Canada pour que les détenus transférés d'un pénitencier et alors internés dans un asile d'aliénés de la province conformément à la Loi des pénitenciers (\*) soient internés dans l'asile autorisé par la présente loi. 15 Geo. V, c. 52, s. 5.

Contrôle et surveillance. **82.** L'asile des détenus aliénés est sous le contrôle et la surveillance du secrétaire de la province. 15 Geo. V, c. 52, s. 6.

(\*) Statuts révisés du Canada, 1906, chap. 147.

**83.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un surintendant médical pour l'asile des détenus aliénés et des médecins pour l'assister, avec le traitement qu'il fixe. Nomination d'un surintendant médical, etc.

Le médecin assistant désigné à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil a et exerce tous les pouvoirs du surintendant médical en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, pour quelque cause que ce soit. Pouvoirs du médecin assistant.

Les autorités de l'asile sont tenues de fournir au surintendant médical et aux médecins assistants un bureau d'une dimension suffisante et convenablement meublé dans leur établissement. 15 Geo. V, c 52, s. 7. Installation du surintendant, etc.

**84.** Conformément aux dispositions de la loi, le surintendant médical surveille l'admission des patients à l'asile, leur renvoi au pénitencier, à la prison ou autre lieu de détention ou leur élargissement définitif, suivant le cas. Devoirs du surintendant.

Le surintendant médical a le contrôle du service médical, de la classification des patients et du traitement qui doit leur être donné, tel que mentionné dans l'article 85. Idem.

Les médecins assistants consacrent tout leur temps au service des patients et prescrivent le traitement médical ou moral, approuvé par le surintendant médical, qui paraît le plus propre à hâter ou à assurer leur guérison. 15 Geo. V, c. 52, s. 8. Devoirs des médecins assistants.

**85.** Le surintendant médical doit faire chaque année au secrétaire de la province un rapport général indiquant le nombre de patients admis pendant l'année, la date de leur admission, avec mention s'ils ont été renvoyés en prison, au pénitencier ou dans un autre lieu de détention ou définitivement élargis. Rapport annuel au sec. de la province.

Ce rapport doit également indiquer ceux qui ont été guéris ou dont la santé a été améliorée, ceux qui sont décédés à l'asile ou qui s'en sont évadés. Le rapport doit fournir, de plus, tous les autres renseignements que le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger. 15 Geo. V, c. 52, s. 9. Contenu de ce rapport.

**86.** Le surintendant médical peut faire des règles et règlements, sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour le traitement médical, moral et corporel des détenus. Ce traitement comprend les remèdes et prescriptions, la contrainte, la classification, la ventilation des édifices, le régime et la diète, le vêtement et l'exercice. Pouvoirs du surintendant.

Mise à exécution des règlements.

Renvoi des employés, etc.

• Examen et internement des aliénés.

Transfert des criminels aliénés.

Paiement des frais d'entretien, de transfert, etc.

Indication du dernier domi-

Les autorités de l'asile, le surintendant, les employés et serviteurs sont tenus de faire exécuter ces règles et règlements et doivent aider le surintendant médical dans l'exécution des ordres qu'il donne.

Le surintendant médical peut, pour cause d'incompétence, d'insubordination ou de violation des règles et règlements, demander aux autorités de l'asile la révocation des surveillants, infirmiers et gardiens; et cette révocation est obligatoire si elle est demandée par le secrétaire de la province. 15 Geo. V, c. 52, s. 10.

**87.** Lorsque le shérif d'un district a raison de croire qu'une personne détenue en prison, pour quelque infraction que ce soit, est aliénée, il doit faire examiner ce détenu par le surintendant médical d'un asile d'aliénés, ou par un autre médecin nommé par le secrétaire de la province; et, si le rapport de ce médecin, fait suivant les formules 12 et 13, ou toute autre formule prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil, établit l'aliénation mentale du détenu, le shérif transmet aussitôt les certificats et la copie de l'ordre ou du mandat d'emprisonnement en vertu duquel il est incarcéré, au lieutenant-gouverneur, qui, sur examen de ces documents et de tous autres qu'il juge à propos d'exiger, peut ordonner l'internement du détenu dans l'asile des détenus aliénés.

Lorsqu'une personne traduite devant une cour de justice sous le coup d'une accusation criminelle est déclarée, par la cour, irresponsable de ses actes, soit pour cause de surdi-mutité, soit pour cause de démence sénile, et envoyée dans l'asile des détenus aliénés, le secrétaire de la province peut faire transférer ce patient de l'asile des détenus aliénés à un autre asile ou établissement en rapport avec son état de santé, et, à cette fin, le secrétaire de la province peut faire, avec toute institution de cette nature, les arrangements qu'il croit les plus avantageux. 15 Geo. V, c. 52, s. 11.

**88.** Lorsqu'un aliéné est transféré d'une prison dans l'asile des détenus aliénés, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné dans l'asile est due et payée par la municipalité de comté, de cité ou de ville dans laquelle a été opérée l'arrestation du patient, sauf le recours de cette municipalité dans le cas où le patient n'était pas alors domicilié dans les limites de son territoire, contre la municipalité de comté, de cité ou de ville où il avait son domicile.

Si, cependant, la municipalité de comté, de cité ou de ville qui est appelée à payer en vertu du présent article,



indique, d'une manière certaine, au secrétaire de la province, avant la poursuite, l'endroit où le malade avait son domicile avant l'arrestation, le gouvernement doit faire payer directement la municipalité de comté, de cité ou de ville où le malade avait son domicile.

Les mêmes dispositions s'appliquent dans tous les cas où un aliéné est transféré d'un pénitencier dans l'asile des détenus aliénés et que le gouvernement fédéral n'est pas tenu ou cesse d'être tenu de payer la dépense d'entretien, du séjour et du traitement de cet aliéné. 15 Geo. V, c. 52, s. 12.

**89.** Dans les quinze premiers jours de janvier de chaque année, les autorités de l'asile des détenus aliénés doivent transmettre au secrétaire de la province une liste contenant les noms des aliénés qui y ont été transférés, avec la mention du pénitencier, de la prison ou autre lieu de détention d'où ils ont été envoyés à l'asile. 15 Geo. V, c. 52, s. 13.

**90.** Les articles 54 à 59 et l'article 62 de la présente loi reçoivent application dans le cas du transfert d'un aliéné d'une prison, d'un pénitencier, de tout autre lieu de détention ou d'un asile d'aliénés à l'asile des détenus aliénés. 15 V, c. 52, s. 14.

**91.** Sur le rapport du surintendant médical ou d'un assistant, constatant qu'un aliéné interné à l'asile des détenus aliénés a recouvré la raison, le lieutenant-gouverneur, sur la recommandation du secrétaire de la province, ordonne que ce détenu soit mis en liberté ou reconduit en prison pour y subir son procès ou sa peine, suivant le cas. 15 Geo. V, c. 52, s. 15.

**92.** Les frais occasionnés par le transfert d'un aliéné de la prison ou de tout autre lieu de détention à l'asile, et de l'asile à la prison ou à tout autre lieu de détention, forment partie du coût de l'entretien, du séjour et du traitement de l'aliéné. 15 Geo. V, c. 52, s. 16.

**93.** A compter de la date fixée dans la proclamation visée par l'article 80 de la présente loi, les articles 41 à 45 de la présente loi et les formules 7 et 8 sont abrogés.

Nonobstant l'abrogation desdits articles, le gouvernement de la province et les municipalités conservent les recours que leur donnaient les dispositions abrogées relativement aux frais d'entretien, de traitement et de séjour des détenus aliénés transférés d'une prison dans

un asile d'aliénés, depuis la date de leur internement dans un asile d'aliénés jusqu'à leur transfèrement dans l'asile des détenus aliénés, et lesdits articles s'appliquent dans ces cas comme s'ils n'avaient pas été abrogés. 15 Geo. V, c. 52, s. 17.

## TROISIÈME PARTIE

### DES ASILES PRIVÉS D'ALIÉNÉS

#### SECTION I

##### DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

**94.** Rien de contenu dans la présente partie ne s'étend à l'asile d'aliénés de Saint-Michel-Archange, à Beauport. S. R. (1909), 4162.

**95.** Dans la présente partie et dans les formules y annexées, les mots suivants ont les diverses significations qui leur sont attribuées, à moins qu'il n'y ait quelque chose dans le sujet ou le contexte qui répugne à cette interprétation, c'est-à-dire:

"District"; 1° Le mot "district" signifie un district judiciaire dans la province;

"Aliéné"; 2° Le mot "aliéné" s'entend de tout insensé, idiot, lunatique ou personne dont l'esprit est dérangé;

"Patient"; 3° Le mot "patient" s'entend de toute personne reçue ou détenue comme aliénée, ou dont il est pris soin comme d'un aliéné;

"Propriétaire"; 4° Le mot "propriétaire" signifie toute personne à qui une licence est accordée en vertu des dispositions de la présente partie, et toute personne tenant, possédant ou ayant quelque intérêt, ou exerçant les fonctions ou pouvoirs d'un propriétaire d'une maison sous licence;

"Greffier de la paix"; 5° Les mots "greffier de la paix" signifient tout greffier de la paix, et toute personne agissant comme greffier de la paix, et tout député dûment nommé;

"Juge"; 6° Le mot "juge" s'entend d'un juge de paix;

"Médecin en charge", etc.; 7° Les mots "médecin en charge" ou "médecin de l'établissement" signifient tout médecin qui tient une maison sous licence, ou qui prend soin, en sa qualité de médecin, d'une telle maison;

"Médecin"; 8° Le mot "médecin" s'entend de toute personne du sexe masculin, autorisée à pratiquer la médecine, la chirurgie et l'obstétrique en cette province;

9° Les mots "maison sous licence" signifient une maison autorisée par une licence obtenue conformément aux dispositions de la présente partie. S. R. (1909), 4163.

## SECTION II

## DES LICENCES POUR TENIR CES ASILES

96. Les juges de paix, dans tout district de la province, réunis en session générale peuvent accorder à qui ils le jugent à propos une licence pour tenir une maison dans le but de recevoir des aliénés de tout sexe ou toute classe d'aliénés dans le district. S. R. (1909), 4164.

Octroi des licences pour tenir asiles.

## SECTION III

## DES FORMALITÉS POUR OBTENIR LA LICENCE

97. La personne qui désire tenir une maison sous licence, pour la réception des aliénés, est tenue d'en donner avis au greffier de la paix du district dans lequel cette maison est située, quatorze jours francs au moins avant les sessions générales du district. S. R. (1909), 4165.

Avis à cet effet au greffier de la paix.

98. Cet avis doit contenir les nom et prénoms, le lieu de résidence, le métier ou la profession de la personne qui demande la licence, et un état fidèle et détaillé des intérêts ou droits qu'elle a dans la maison et, si elle ne se propose pas de résider elle-même dans la maison sous licence, les nom et prénoms, le lieu de résidence et l'occupation du surintendant qui doit y résider. S. R. (1909), 4166.

Contenu de l'avis.

99. L'avis est accompagné d'un plan de la maison, dressé d'après une échelle de pas moins d'un huitième de pouce au pied, indiquant:

Plan de la maison.

1° L'emplacement de la maison;

Site.

2° La longueur, la largeur et la hauteur des chambres ou appartements qui s'y trouvent, ainsi qu'un renvoi par chiffres ou lettres à chaque chambre ou appartement;

Dimension des chambres.

3° L'indication de la quantité de terrain non occupé par des bâtiments, attaché à cette maison, et exclusivement approprié à l'usage, l'exercice et à la récréation des patients que l'on se propose d'y recevoir;

Étendue du terrain.

4° Le nombre de patients que l'on se propose de recevoir dans la maison, indiquant si la licence ainsi demandée est pour la réception des hommes ou des femmes, ou des deux sexes à la fois; et, si elle est pour la réception

Nombre de patients.

des hommes et des femmes, le nombre des patients de chaque sexe que l'on peut recevoir, et des moyens adoptés pour tenir et garder séparément les patients de chaque sexe. S. R. (1909), 4167.

Avis, etc.,  
mis devant  
les juges de  
paix.

**100.** Les avis, plan et indications, aussitôt transmis au greffier de la paix, sont, par lui, mis devant les juges de paix du district, à l'époque où ils prennent en considération la demande de la licence. S. R. (1909), 4168.

Destitution  
du surintendant.

**101.** La personne qui obtient ainsi une licence peut destituer le surintendant nommé dans l'avis, et, en tout temps, en nommer un autre, en donnant aux visiteurs de la maison un avis des nom et prénoms, du lieu de résidence et de l'occupation du nouveau surintendant. S. R. (1909), 4169.

#### SECTION IV

##### DU RENOUELEMENT DE LA LICENCE

Renouvellement de la licence; déclaration à cet effet.

**102.** La personne qui demande le renouvellement d'une licence doit transmettre, avec sa demande, au greffier de la paix du district, une déclaration sous sa signature, indiquant les noms et le nombre de patients de l'un et l'autre sexe alors détenus dans la maison pour laquelle le renouvellement de licence est demandé. S. R. (1909), 4170.

Défaut de  
déclaration.

**103.** Si elle obtient le renouvellement d'une licence sans faire cette déclaration, elle encourt, pour chaque infraction, une amende de quarante dollars. S. R. (1909), 4171.

#### SECTION V

##### DE LA FORME DE LA LICENCE

Forme de la  
licence.

**104.** Toute licence est, autant que faire se peut, en la forme mentionnée dans la formule 14.

Signatures.

Elle est revêtue des signatures de trois ou d'un plus grand nombre de juges de paix du district, réunis en sessions, dont le président ou autre officier présidant alors ces sessions, forme partie.

Durée de la  
licence.

Elle est accordée pour une période n'excédant pas treize mois, selon que les juges de paix le trouvent convenable. S. R. (1909), 4172.

#### SECTION VI

##### DES DEVOIRS DU GREFFIER DE LA PAIX APRÈS L'OCTROI DE LA LICENCE

Copie de la  
licence au sec.  
de la prov.

**105.** Dans chaque cas où une licence pour la réception des aliénés est accordée par les juges de paix, le

greffier de la paix du district est tenu, dans les quatorze jours après l'octroi de la licence, d'en transmettre une copie au secrétaire de la province. S. R. (1909), 4173.

**106.** Tout greffier de la paix, qui omet de transmettre cette copie dans le temps prescrit, encourt, pour chaque omission, une amende n'excédant pas quatre-vingts dollars. S. R. (1909), 4174. Amende pour omission de la transmettre.

## SECTION VII

### DES FRAIS DE LA LICENCE ET DE LEUR EMPLOI

**107.** Il est payé au greffier de la paix, pour chaque licence, une somme de deux dollars par patient que l'on entend recevoir dans la maison. Frais payés au greffier de la paix.

Si le montant total des sommes de deux dollars ne s'élève pas à soixante dollars, il est payé en outre un montant suffisant pour former la somme de soixante dollars. Minimum payable.

Nulle licence n'est accordée à moins que la somme due pour cette licence ne soit payée. S. R. (1909), 4175. Défaut de les payer.

**108.** Si la période pour laquelle une licence doit être accordée est moindre que treize mois, les juges de paix peuvent réduire la somme payable pour cette licence à une somme de pas moins de vingt dollars. S. R. (1909), 4176. Quand il y a réduction du prix de la licence.

**109.** Tous les deniers à percevoir pour licences accordées par des juges de paix en vertu de la présente partie, sont employés, par le greffier de la paix du district, à payer le salaire ou les appointements du secrétaire des visiteurs du district, et à payer et défrayer également les charges, frais et dépenses encourues en vertu de l'autorité de ces juges de paix ou visiteurs, en exécution et en conformité de la présente partie. S. R. (1909), 4177. Emploi des deniers provenant des licences.

**110.** Le greffier de la paix de chaque district tient un compte de tous les deniers par lui reçus et payés en vertu ou en exécution de la présente partie; les comptes sont faits jusqu'au dernier jour de décembre inclusivement de chaque année, et signés par deux visiteurs au moins du district; ces comptes sont mis, par le greffier de la paix, devant les juges de paix, aux premières sessions générales de l'année suivante. S. R. (1909), 4178. Comptes des deniers reçus par le greffier de la paix.

## SECTION VIII

## DU CAUTIONNEMENT POUR OBTENIR LA LICENCE

Cautions du  
requérant.

**111.** Nulle licence n'est accordée ni renouvelée, à moins que la personne à qui elle est accordée ou en faveur de qui elle est renouvelée, ne donne à Sa Majesté un cautionnement pour la somme de quatre cents dollars, avec deux cautions solvables pour la somme de deux cents dollars chacune, ou une seule caution solvable pour la somme de quatre cents dollars, sous la condition ordinaire de bonne conduite de la part de cette personne, durant le temps pour lequel la licence est accordée ou renouvelée. S. R. (1909), 4179.

## SECTION IX

## DE L'ÉTENDUE DE LA LICENCE

Une licence  
par maison.

**112.** Nulle licence ne doit inclure ni comprendre plus d'une maison.

Exception.

Cependant, s'il se trouve des bâtiments ou terrains détachés de la maison sous licence, mais qui n'en sont pas séparés par un terrain appartenant à une autre personne, et si ces bâtiments ou terrains sont spécifiés, tracés et désignés dans l'avis, le plan et l'état qui doivent être transmis comme ci-dessus prescrit, en la même manière, à tous égards, que s'ils eussent fait partie de cette maison, alors ces terrains ou bâtiments détachés peuvent être compris dans la licence de la maison, si les juges de paix le jugent à propos; et, s'ils sont ainsi compris, ils sont considérés comme faisant partie de la maison pour les fins de la présente partie. S. R. (1909), 4180.

Changements  
ou additions  
dans les asiles.

**113.** Il n'est rien changé ni ajouté à une maison sous licence ou à ses dépendances, à moins qu'avis par écrit des changements ou additions, accompagné d'un plan fait d'après l'échelle et la description mentionnées dans l'article 99, n'ait été préalablement donné au greffier de la paix par celui à qui la licence a été accordée, ni à moins que le consentement par écrit de deux des visiteurs n'ait été préalablement obtenu. S. R. (1909), 4181.

## SECTION X

## DU TRANSFERT DE LA LICENCE

Cas où la  
licence est  
transférable.

**114.** Si la personne à qui une licence est accordée devient, par cause de maladie, ou pour toute autre raison suffisante, incapable de tenir la maison sous licence, ou si elle meurt avant l'expiration de la licence, trois

juges de paix du district, dont l'un est un juge de la Cour supérieure, peuvent, par un écrit au dos de la licence, sous leurs signatures, transférer cette licence, avec toutes les obligations et privilèges y attachés, pour le terme alors non expiré, à celui qui, lors du décès ou de l'incapacité, était surintendant de la maison ou avait le soin des patients y détenus, ou à toute autre personne approuvée par les juges de paix.

Dans l'intervalle, cette licence reste en vigueur, et a le même effet que si elle eût été accordée au surintendant de la maison. Effet de la licence dans l'intervalle. S. R. (1909), 4182.

**115.** Si une licence a été accordée à deux ou à un plus grand nombre de personnes et que, avant son expiration, une ou plusieurs de ces personnes meurent, la licence reste en vigueur et a le même effet que si elle eût été accordée à l'un des survivants ou à tous les survivants. Effet du décès de l'une des personnes à qui la licence avait été accordée. S. R. (1909), 4183

## SECTION XI

### DE LA LICENCE DANS LE CAS DE CHANGEMENT DE MAISON

**116.** Si une maison sous licence est démolie ou occupée, en vertu des dispositions d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature; ou Transfert des patients.

Si, par force majeure, ou par suite du feu, du vent, ou de tout autre accident, elle n'est plus propre au logement des aliénés; ou

Si la personne qui tient la maison désire transférer les patients dans une autre, deux ou un plus grand nombre des juges de paix visiteurs du district dans lequel la nouvelle maison est située, peuvent, sur paiement fait au greffier de la paix de la somme de pas moins de quatre dollars, accorder à celui dont la maison a été ainsi démolie, occupée ou rendue impropre, ou qui désire transférer ses patients dans une autre maison, une licence ou une autorisation pour tenir cette autre maison pour la réception des aliénés, pour le temps que ces juges de paix trouvent convenable. Instructions à cet effet.

Le même avis du changement projeté de maison, et les mêmes plans, états et descriptions de la nouvelle maison doivent être donnés comme pour la première demande d'une licence, et sont accompagnés d'une déclaration par écrit de la cause du changement de maison. Avis du changement de maison, etc.

Sauf et excepté les cas où le changement de maison est causé par le feu ou par le vent, un avis de sept jours francs est préalablement donné du transfert projeté par celui à qui la licence pour tenir la première maison a été Délai de l'avis.

accordée, à la personne qui a signé l'ordre de réception de chaque patient, ou à la personne qui a fait le dernier paiement pour chaque patient. S. R. (1909), 4184.

## SECTION XII

## DE LA RÉVOCATION DE LA LICENCE

Recommandation de révocation de la licence.

**117.** Si la majorité des juges de paix d'un district, réunis en session générale, recommandent au lieutenant-gouverneur qu'une licence accordée soit révoquée, ou ne soit pas renouvelée, ces juges de paix sont tenus, avant de faire cette recommandation, d'en donner, au préalable, un avis de sept jours à celui à qui la licence a été accordée, ou au surintendant de la maison sous licence, ou de déposer dans la maison sous licence une copie de l'avis. S. R. (1909), 4185.

Révocation par le lt-gouverneur.

Effet de la révocation.

**118.** Sur réception de cette recommandation, le lieutenant-gouverneur peut révoquer la licence, par un écrit sous ses seing et sceau, ou en prohiber le renouvellement.

La révocation de la licence prend force et effet à l'époque indiquée dans l'écrit, et cette époque ne doit pas être éloignée de plus de deux mois de la publication de l'avis ou d'une copie de l'écrit de révocation dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 4186.

Avis de la révocation au porteur de la licence.

**119.** Une copie ou un avis de la révocation est transmis à la personne qui a obtenu la licence, ou au surintendant résidant, ou est laissé dans la maison sous licence; après quoi, cet avis doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 4187.

## SECTION XIII

## DE L'ADMISSION DES PATIENTS DANS LES MAISONS SOUS LICENCE, ET DES FORMALITÉS D'ADMISSION

Ordre pour l'admission des patients.

**120.** Nulle personne, qu'elle soit aliénée ou représentée comme telle, pour laquelle une somme d'argent est ou doit être reçue pour pension, logement ou autre cause, ne doit être reçue ou gardée dans une maison d'aliénés sous licence, sans un ordre donné sous la signature de quelque individu, suivant la forme de, et avec les détails voulus par la formule 15, ni sans un certificat dressé suivant la formule 16, donné par deux médecins qui ne sont ni associés, ni frères l'un de l'autre, ni dans les relations de père et fils, et dont chacun a séparément et personnellement examiné la personne dont il s'agit, au moins sept jours francs avant la demande



de son entrée dans cette maison; le certificat est signé et daté le jour même où la personne a été ainsi examinée. S. R. (1909), 4188.

**121.** Tout médecin, signant ce certificat, doit préciser les faits résultant soit de ses propres observations, soit des renseignements obtenus de toute autre personne, d'après lesquels il a formé l'opinion que celui auquel le certificat se rapporte est un aliéné, un insensé, un idiot ou une personne dont l'esprit n'est pas sain. S. R. (1909), 4189.

Faits que le médecin doit certifier.

**122.** Aucun médecin, s'il est, ou si son père, son frère, son fils ou son associé est propriétaire unique ou partiel, ou s'il est lui-même le médecin en charge d'une maison sous licence, ne doit signer de certificat pour la réception d'un patient dans cette maison; et aucun médecin qui signe, ou dont le père, le frère, le fils ou l'associé signe l'ordre ci-dessus requis pour la réception d'un patient, ne doit signer le certificat pour la réception du même patient. S. R. (1909), 4190.

Cas où il est défendu au médecin de donner un certificat.

**123.** L'espèce d'aliénation mentale de chaque patient reçu dans une maison sous licence doit être consignée dans les sept jours après sa réception, dans le livre des admissions par le médecin en charge de la maison; et tout médecin en charge qui omet de faire cette consignation dans le délai susdit encourt, pour chaque contravention, une amende n'excédant pas dix dollars. S. R. (909), 4191.

Désignation de l'espèce d'aliénation dont le patient est atteint.

#### SECTION XIV

##### DE L'ADMISSION DANS LES MAISONS NON SOUS LICENCE, ET DES FORMALITÉS D'ADMISSION

**124.** Personne ne doit recevoir en pension, ni ne doit loger dans une maison qui n'est pas sous licence en vertu de la présente partie, un aliéné ni en prendre la garde ou le soin sans avoir au préalable obtenu les certificats des médecins requis par la présente partie pour l'admission d'un aliéné dans une maison sous licence. S. R. (1909), 4192.

Certificat nécessaire pour l'admission dans les maisons non sous licence.

**125.** Toute personne peut, dans des circonstances spéciales, être reçue dans une maison non sous licence et sur cet ordre et avec le certificat d'un médecin seulement, pourvu que l'ordre indique les circonstances spéciales qui ont empêché la personne d'être examinée par deux médecins; mais, en pareil cas, un autre certificat doit être signé par quelque autre médecin qui n'est

Cas où le certificat d'un seul médecin suffit.

pas attaché à une maison sous licence, et qui a spécialement examiné la personne, dans les trois jours après sa réception dans la maison. S. R. (1909), 4193.

## SECTION XV

## DES POUVOIRS DES PROPRIÉTAIRES DE MAISONS SOUS LICENCE

Pouvoir des personnes ayant licence de détenir aliénés, etc.

**126.** Tout propriétaire ou surintendant d'une maison sous licence qui reçoit un ordre conforme à l'article 120, accompagné d'un certificat de médecin, pour admettre et garder une personne aliénée, et les assistants et serviteurs du propriétaire ou du surintendant, peuvent recevoir et détenir ce patient, et en prendre soin jusqu'à son décès, son transfert ou son élargissement par l'autorité légitime.

Reprise des patients en cas d'évasion.

En cas d'évasion, ils peuvent reprendre le patient, en tout temps, dans les quatorze jours après son évasion, et le détenir de nouveau comme dit en l'article 128. S. R. (1909), 4194.

Sous l'autorité de qui les patients peuvent voyager pour le bien de leur santé.

**127.** Le propriétaire ou le surintendant de toute maison sous licence peut, avec le consentement par écrit de deux des visiteurs de la maison, envoyer ou conduire sous son propre contrôle ou sous celui d'une personne compétente, tout patient en un lieu spécifié et pendant un temps défini, pour le bien de sa santé; mais, avant de donner ce consentement, l'approbation par écrit de la personne qui a signé l'ordre pour l'admission du patient, ou qui a fait le dernier paiement pour lui, doit être produite aux visiteurs, à moins que, pour des raisons qu'ils indiquent, les visiteurs ne dispensent de la production de cette approbation. S. R. (1909), 4195.

Circonstances temporaires qui n'affectent pas l'ordre et les certificats primitifs.

**128.** Dans le cas où un patient est, en vertu des pouvoirs et des dispositions de la présente partie, éloigné temporairement de la maison sous licence dans laquelle l'ordre avait été donné de l'admettre, ou transféré de cette maison dans une nouvelle, et aussi dans le cas où un patient s'est évadé de cette maison, et est repris dans les quatorze jours après son évasion, les certificats et l'ordre original pour l'admission du patient, restent respectivement en vigueur, de la même manière que si le patient n'eut pas été transféré ou déplacé, ou ne se fût pas évadé. S. R. (1909), 4196.

Moyens de défense en cas de poursuite.

**129.** Dans tout bref ou acte d'accusation, information, action et autre procédure faite ou portée contre le propriétaire ou le surintendant, ou contre l'assistant ou le serviteur du propriétaire ou surintendant, pour avoir

pris, gardé, détenu ou repris une personne quelconque comme aliénée, la partie contre laquelle plainte est portée peut produire cet ordre et les certificats comme défense; et cet ordre et ces certificats lui servent de justification pour avoir pris, gardé, détenu ou repris l'aliéné ou prétendu aliéné. S. R. (1909), 4197.

## SECTION XVI

### DES DEVOIRS DES PROPRIÉTAIRES RELATIVEMENT A L'ADMISSION DES ALIÉNÉS

**130.** Quiconque reçoit en pension ou loge dans une maison non sous licence un aliéné, ou en prend la garde ou le soin, doit, dans les trois mois après l'avoir reçu dans sa maison ou sous ses soins, transmettre au secrétaire des visiteurs du district une copie des certificats de médecin, scellée et portant au revers les mots "rapport privé"; telle personne doit aussi, si l'aliéné continue à demeurer dans sa maison ou à rester sous ses soins, transmettre au secrétaire, le premier jour de janvier de chaque année, ou sept jours francs après, un certificat signé par deux médecins désignant l'état actuel de l'aliéné, et portant au revers les mêmes mots "rapport privé".

Avis d'admission transmis au secrétaire des visiteurs.

Tous ces rapports privés sont conservés par le secrétaire et ouverts à l'inspection des visiteurs seulement. S. R. (1909), 4198.

Garde des rapports privés.

**131.** Tout propriétaire ou surintendant, qui reçoit un patient dans une maison sous licence, doit, dans le délai de deux jours après la réception du patient, faire une entrée relative à ce patient, dans un livre tenu à cette fin, et appelé "livre des admissions", suivant la forme de, et contenant les détails exigés dans la formule 17, en tant qu'il peut les constater, excepté quant à l'espèce d'aliénation mentale, et aussi quant à l'élargissement ou au décès du patient qui sont inscrits à l'instant même où ils ont lieu.

Livres qui sont tenus et entrées qui y sont faites.

Quiconque reçoit ainsi un patient et ne fait pas l'entrée ci-dessus dans le délai de deux jours, sauf les exceptions ci-dessus mentionnées, devient passible d'une amende de n'excédant pas dix dollars. S. R. (1909), 4199.

Amende pour défaut d'entrées.

**132.** Le propriétaire ou le surintendant résidant de chaque maison sous licence, doit transmettre, après deux jours francs, et avant l'expiration de sept jours francs, depuis le jour où le patient a été reçu dans la maison, une copie de l'ordre et des certificats du médecin sur lesquels cette personne a été reçue, et aussi un avis et une déclaration suivant la formule 18, adressée au secrétaire.

Propriétaire tenu de transmettre copie de l'ordre au sec. des visiteurs.

taire des visiteurs dans la juridiction desquels la maison est située. S. R. (1909), 4200.

## SECTION XVII

## DES DEVOIRS DES PROPRIÉTAIRES AU CAS DE DÉCÈS D'UN ALIÉNÉ

Certificat  
requis en cas  
de décès.

**133.** Advenant le décès d'un patient dans une maison sous licence, un exposé de la cause du décès, indiquant les noms des personnes présentes au décès, doit être dressé et signé par le médecin de la maison; et copie de cet exposé, dûment certifié par le propriétaire ou le surintendant de la maison, est par lui transmise, dans les quarante-huit heures après le décès du patient, au coroner le plus voisin, et au secrétaire des visiteurs dans la juridiction desquels la maison est située, ainsi qu'à la personne qui a signé l'ordre de détenir le patient, et, si cette personne est décédée ou absente de la province, à la personne qui a fait le dernier paiement pour le compte du patient.

Amende pour  
défaut de le  
faire.

Tout médecin en charge, propriétaire ou surintendant qui néglige ou fait défaut de dresser, signer, certifier ou transmettre tel exposé comme susdit, devient passible, pour chaque omission ou défaut, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars. S. R. (1909), 4201.

## SECTION XVIII

## DES DEVOIRS DES PROPRIÉTAIRES AU CAS D'ÉVASION D'UN ALIÉNÉ

Avis dans le  
cas d'évasion  
des patients.

**134.** Lorsqu'un patient s'évade d'une maison sous licence, le propriétaire ou le surintendant de cette maison est tenu, dans le délai de deux jours francs après cette évasion, de transmettre un avis par écrit du fait au secrétaire des visiteurs dans la juridiction desquels la maison est située.

Contenu de  
l'avis.

L'avis doit indiquer les nom et prénoms du patient évadé, l'état mental où il se trouvait lors de son évasion, et les circonstances qui l'ont accompagnée.

Avis si le  
patient est  
ramené.

Si le patient est ramené, le propriétaire ou le surintendant résidant est tenu d'en donner avis par écrit au secrétaire des visiteurs, dans les deux jours francs après qu'il a été ramené.

Contenu de  
cet avis.

Cet avis doit indiquer le moment où le patient a été ramené, les circonstances dans lesquelles il l'a été, et s'il l'a été avec ou sans un nouvel ordre, et sans de nouveaux certificats.

Amende pour  
défaut de  
transmettre  
cet avis.

Tout propriétaire ou surintendant résidant, qui omet de transmettre l'avis d'évasion ou de retour, encourt, pour chaque omission, une amende de quarante dollars. S. R. (1909), 4202.

SECTION XIX

DES DEVOIRS DES PROPRIÉTAIRES AU CAS D'ÉLARGISSEMENT DES PATIENTS

**135.** Lorsqu'un patient est élargi ou transféré d'une maison sous licence, ou y meurt, le propriétaire ou le surintendant de la maison doit, dans un délai de deux jours francs après son élargissement, son transfert ou son décès, en faire une entrée dans un livre, tenu à cette fin, en la forme et avec les particularités de la formule 19.

Entrée de l'élargissement ou du transfert des patients.

Il doit également transmettre, dans le même délai de deux jours, un avis par écrit de cet élargissement, de ce transfert ou de ce décès, et des causes qui l'ont occasionné, si elles sont connues, au secrétaire des visiteurs dans la juridiction desquels la maison est située, en la forme et avec les particularités de la formule 20. S. R. (1909), 4203.

Avis de l'élargissement.

SECTION XX

DES DEVOIRS DES PROPRIÉTAIRES OU DU SURINTENDANT A L'ÉGARD DES VISITEURS

**136.** Le propriétaire ou le surintendant de toute maison sous licence doit faire voir, aux visiteurs qui l'inspectent, chaque partie de la maison, et chaque personne y détenue comme aliénée. S. R. (1909), 4204.

Devoirs du prop. ou du surintendant à l'égard des visiteurs.

**137.** A chaque visite des visiteurs dans une maison sous licence, le propriétaire ou le surintendant de la maison doit leur soumettre:

Ce qu'ils doivent soumettre:

1° Une liste de tous les patients alors détenus dans la maison, distinguant les hommes des femmes, et indiquant ceux qui sont considérés comme curables;

Liste des patients;

2° Les différents livres que la présente partie prescrit de tenir aux propriétaires ou au surintendant ou médecin en charge d'une maison sous licence:

Livres;

3° Les ordres et certificats relatifs aux patients admis depuis la dernière inspection des visiteurs;

Ordres et certificats;

4° La licence alors en vigueur pour la maison;

Licence;

5° Tous autres ordres, certificats, documents et papiers relatifs à tout patient admis dans la maison à quelque époque que ce soit, et que les visiteurs désirent examiner.

Autres documents.

Les visiteurs doivent signer les livres comme attestation qu'ils leur ont été produits. S. R. (1909), 4205.

Signature des livres produits.

**138.** Copie du plan donné aux juges de paix, lors de la demande d'une licence, doit être appendue au mur dans quelque endroit apparent de chaque maison sous licence.

Copie du plan appendue aux murs des maisons sous licence.

Livre des visiteurs.

Il est conservé, dans toute telle maison, un exemplaire de la troisième partie de la présente loi imprimé par l'imprimeur du roi, et relié en un volume qui est appelé "livre des visiteurs"; et les visiteurs y inscrivent, lors de leurs visites, le résultat de leur inspection et des examens qu'il leur est ci-dessus prescrits, ou qu'il leur est loisible de faire, avec les observations qu'ils jugent à propos.

Livre des patients.

Il est également tenu dans telle maison un livre appelé "livre des patients"; et les visiteurs y inscrivent, à chaque visite, les observations qu'ils jugent convenables de faire relativement à l'état mental ou corporel de tout patient détenu dans cette maison. S. R. (1909), 4206.

Transmission de copie des entrées faites dans ces livres.

**139.** Le propriétaire ou le surintendant de chaque maison sous licence doit transmettre, dans les trois jours après chaque visite, au secrétaire des visiteurs, une copie vraie et correcte des entrées faites par eux dans le livre des visiteurs, le livre des patients et le livre des visites du médecin respectivement, distinguant les entrées dans les différents livres. S. R. (1909), 4207.

Soumission de ces copies aux juges de paix.

**140.** Les copies ainsi transmises au secrétaire des visiteurs des entrées relatives à une maison sous licence, faites depuis l'octroi ou le dernier renouvellement de la licence de cette maison, sont soumises aux juges de paix chaque fois qu'ils prennent en considération le renouvellement de la licence de la maison à laquelle elles se rapportent. S. R. (1909), 4208.

Amende contre le surintendant pour chaque omission.

**141.** Tout propriétaire ou surintendant qui omet de transmettre au secrétaire des visiteurs une copie vraie et correcte de toute telle entrée, encourt, pour chaque omission, une amende n'excédant pas quarante dollars. S. R. (1909), 4209.

## SECTION XXI

### DE L'ÉLARGISSEMENT DES PATIENTS

Ordre d'élargissement.

**142.** Si la personne qui a signé l'ordre, en vertu duquel un patient a été reçu dans une maison sous licence, ordonne, par un écrit signé de sa main, que le patient soit élargi ou transféré ailleurs, le patient doit l'être immédiatement. S. R. (1909), 4210.

Mode de procéder si celui qui a signé l'ordre d'admission ne peut donner

**143.** Si cette personne est incapable, pour cause de folie ou d'absence de la province, ou pour toute autre cause que ce soit, de donner l'ordre de transférer ou d'élargir le patient, ou si elle vient à mourir, alors

l'époux ou l'épouse du patient, ou, s'il n'a pas d'époux ou d'épouse, son père, ou, s'il n'a pas de père, sa mère, ou, si la mère n'existe pas, alors un de ses plus proches parents, ou celui qui a fait le dernier paiement pour le compte de ce patient, peut donner, par un écrit signé de sa main, l'ordre d'élargir ou de transférer le patient, et là-dessus le patient est immédiatement élargi ou transféré en conséquence. S. R. (1909), 4211.

celui d'élargissement.

**144.** Nul patient n'est élargi ou transféré d'une maison sous licence, en vertu d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés, si le médecin qui tient cette maison, ou qui en est le médecin en charge, certifie sous sa signature que, dans son opinion, tel patient est un être dangereux qui ne doit pas être mis en liberté, indiquant en même temps les motifs sur lesquels cette opinion est fondée, à moins que les visiteurs de la maison, après avoir pris connaissance de ce certificat, ne consentent par écrit à l'élargissement ou au transfert du patient dans une autre maison. S. R. (1909), 4212.

Si le médecin s'oppose à la mise en liberté du patient.

**145.** Si, après avoir interrogé le médecin en charge, les visiteurs élargissent le patient, et que ce médecin leur donne ses raisons, par écrit, contre cet élargissement, ils doivent transmettre cet exposé au secrétaire des visiteurs, lequel exposé doit être conservé et enregistré dans un livre tenu à cette fin. S. R. (1909), 4213.

Ce qui est fait si le médecin s'oppose à l'élargissement.

**146.** Rien de contenu en la présente partie ne doit empêcher un patient d'être transféré d'une maison sous licence dans une autre maison sous licence; mais en pareil cas, le patient est placé sous les soins et le contrôle d'une personne attachée à la maison où il est conduit ou d'où il est transféré, et reste ainsi sous son contrôle jusqu'à ce que ce transfert ait été dûment opéré. S. R. (1909), 4214.

Transfert d'un patient d'une maison sous licence dans une autre.

**147.** Il est permis à deux visiteurs de faire l'inspection de toute maison sous licence, dans le cercle de leur juridiction, à telle heure de la nuit qu'ils jugent à propos. S. R. (1909), 4215.

Visite la nuit.

**148.** Il est permis à deux ou plus des visiteurs d'une maison sous licence, dont l'un est médecin, de faire des visites spéciales à tout patient détenu dans cette maison, à tels jours et à telles heures qu'ils le jugent convenable; et si, après deux visites distinctes et séparées, il paraît aux mêmes visiteurs que le patient est détenu

Visites spéciales et ordres d'élargir les patients dans certains cas.

sans cause suffisante, ils peuvent ordonner son élargissement, et ce patient est élargi en conséquence. S. R. (1909), 4216.

Signature de l'ordre.

**149.** Tout ordre donné par les visiteurs pour l'élargissement d'un patient est signé par eux; mais ils ne peuvent donner l'ordre de faire sortir un patient d'une maison sous licence sans avoir au préalable interrogé le médecin en charge de l'établissement, s'il se présente à cet effet, sur ce qu'il pense de la convenance d'élargir le patient. S. R. (1909), 4217.

Intervalle entre chaque visite spéciale.

**150.** Il doit y avoir un intervalle de pas moins de sept jours entre la première et la seconde visite spéciale; et les visiteurs, sept jours avant la seconde visite spéciale, en donnant avis, soit par la poste, soit par une entrée dans le livre des patients, au propriétaire ou au surintendant de la maison sous licence où le patient que l'on se propose de visiter est détenu.

Transmission de la copie de l'avis.

Ce propriétaire ou ce surintendant doit transmettre immédiatement s'il est possible, par la poste, copie de cet avis à la personne par l'autorité de qui le patient a été reçu dans la maison ou par laquelle le dernier paiement pour le compte du patient a été fait, et aussi au secrétaire des visiteurs de la maison. S. R. (1909), 4218.

Aliénés dont les visiteurs ne peuvent ordonner l'élargissement.

**151.** Aucun des pouvoirs ci-dessus délégués pour l'élargissement des patients, ne s'étend aux aliénés détenus en vertu d'un ordre ou par l'autorité du lieutenant-gouverneur, ou en vertu de l'ordre du tribunal de juridiction criminelle. S. R. (1909), 4219.

## SECTION XXII

### DE L'ADMISSION DES PARENTS AUX ASILES

Ordre d'admission des parents et amis du patient.

**152.** L'un des visiteurs d'une maison sous licence peut, en tout temps, donner un ordre, par écrit, sous sa signature, à l'effet de faire admettre auprès du patient détenu dans cette maison, tout parent ou ami du patient, ou tout médecin ou toute autre personne que le parent ou les amis de ce patient désirent faire admettre auprès de lui. S. R. (1909), 4220.

Étendue de cet ordre.

**153.** Cet ordre peut être, soit pour une seule admission, soit pour un certain nombre d'admissions limitées, ou pour une admission générale en tout temps dans les limites raisonnables, avec ou sans restriction quant à la



présence d'un gardien pendant cette admission. S. R. (1909), 4221.

**154.** Si le propriétaire ou le surintendant de la maison refuse, empêche ou entrave l'admission, auprès du patient, de tout parent, ami ou de toute autre personne qui produit cet ordre, il encourt, pour chaque refus, obstacle ou obstruction, une amende n'excédant pas quatre-vingts dollars. S. R. (1909), 4222.

Pénalité en cas de refus ou d'obstruction.

### SECTION XXIII

#### DES MÉDECINS DANS LES ASILES

**155.** Chaque maison sous licence pour cent patients ou plus, doit avoir un médecin y résidant, comme surintendant ou en charge de l'établissement.

Un médecin pour cent patients ou plus.

Chaque maison sous licence pour moins de cent et pour plus de cinquante patients, si elle n'est pas tenue par un médecin, ou s'il n'y réside pas de médecin est visitée chaque jour par un médecin.

Visites journalières pour moins de 100.

Chaque maison sous licence pour moins de cinquante patients, si elle n'est pas tenue par un médecin, ou s'il n'y réside pas de médecin, est visitée deux fois la semaine par un médecin.

Visites bi-hebdomadaires pour moins de 50.

Les visiteurs peuvent ordonner que cette maison soit visitée par un médecin en tout autre temps, mais pas plus souvent qu'une fois par jour. S. R. (1909), 4223.

Nombre de visites.

**156.** Si une maison est sous licence pour moins de onze patients, deux des visiteurs de cette maison, s'ils le jugent convenable, peuvent permettre, par un écrit sous leurs signatures, qu'elle soit visitée par un médecin, à des intervalles plus éloignés que deux fois par semaine, suivant qu'ils les fixent; mais non à des intervalles plus éloignés qu'une fois tous les quinze jours. S. R. (1909), 4224.

Un médecin pour onze patients ou moins.

**157.** Ce médecin, s'il n'y en a qu'un, qui tient une maison sous licence, ou qui y réside ou la visite, et s'il y a deux ou plusieurs médecins qui tiennent une telle maison ou y résident ou la visitent, alors, l'un au moins des deux médecins doit, une fois par semaine, ou, s'il s'agit d'une maison où les visites peuvent se faire à des intervalles plus éloignés qu'une fois par semaine, à chaque visite, inscrire et signer, dans un livre tenu dans la maison à cette fin, et appelé: "Livre des visites du médecin", un rapport indiquant:

Entrées que doit faire chaque médecin dans le livre des visites.

1° La date de la visite;

2° Le nombre, le sexe et l'état sanitaire de tous les patients alors dans la maison;

3° Les noms et prénoms des patients soumis à la contrainte, à la réclusion, ou sous traitement médical, depuis la date du dernier rapport;

4° La condition dans laquelle se trouve la maison, et le décès, la blessure ou l'acte de violence qui a eu lieu ou a affecté quelque patient depuis le dernier rapport, conformément à la formule 21; et tout médecin qui omet d'entrer ou de signer ce rapport, encourt, pour chaque omission, une amende de quatre-vingts dollars. S. R. (1909), 4225.

Livre des cas  
de folie.

**158.** Il est tenu, dans chaque maison sous licence, un livre appelé "Livre des cas de folie", dans lequel le médecin qui tient cette maison, ou y réside, ou la visite, fait des entrées indiquant l'état mental et la condition physique de chaque patient, avec une description exacte des médicaments et autres remèdes prescrits pour le traitement de sa maladie.

Transmission  
par le médecin  
de copie  
des entrées  
aux visiteurs.

Les visiteurs, dans la juridiction desquels telle maison sous licence est située, peuvent, chaque fois qu'ils le jugent à propos, requérir, par un ordre écrit, le médecin qui tient cette maison, ou y réside, ou la visite, de leur transmettre une copie correcte des entrées faites dans le livre des cas de folie, tenu conformément aux dispositions du présent article, relativement au cas de tout patient qui est ou a été détenu dans telle maison; et tout médecin qui néglige de tenir ce livre des cas de folie, ou d'y entrer les détails de la maladie de chaque patient, ou de transmettre une copie de toute entrée conformément à tel ordre, encourt pour chaque négligence une amende n'excédant pas quarante dollars. S. R. (1909), 4226.

#### SECTION XXIV

##### DES VISITEURS D'ASILES D'ALIÉNÉS, DE LEUR NOMINATION ET DE LEUR SERMENT

Nomination  
des visiteurs.

**159.** Les juges de paix nomment, à la première session générale de chaque année après qu'ils ont accordé ces licences, et tant qu'une ou plusieurs des licences par eux accordées sont en vigueur, trois ou un plus grand nombre de juges de paix, et aussi un ou plus d'un médecin, pour agir comme visiteurs de chaque maison autorisée par une licence à recevoir des aliénés dans ce district. S. R. (1909), 4227.

**160.** En cas de décès, d'incapacité, de démission ou de refus d'agir de la part d'un visiteur, les juges de paix du district peuvent, dans une session générale, en nommer un autre en son lieu et place. S. R. (1909), 4228.

Mode de remplir les vacances.

**161.** A leur première réunion, les visiteurs prêtent, devant un juge de paix, le serment suivant, savoir:

Serment que les visiteurs doivent prêter.

"Je, A.B., jure que je remplirai, avec prudence, impartialité et fidélité, toutes les charges et tous les devoirs qui me sont imposés en vertu de la troisième partie de la Loi des asiles d'aliénés (chap. 190 des Statuts refondus, 1925), et que je tiendrai secret tout ce qui viendra à ma connaissance dans l'exercice de ma charge, excepté que je sois requis de le divulguer par l'autorité légitime, ou en tant que je me croirai autorisé à le faire pour mieux remplir les devoirs qui me sont imposés par la troisième partie de ladite loi. Ainsi Dieu me soit en aide!" S. R. (1909), 4229.

#### SECTION XXV

##### DES DEVOIRS DES GREFFIERS DE LA PAIX, APRÈS LA NOMINATION DES VISITEURS

**162.** Le greffier de la paix du district pour lequel les visiteurs sont respectivement nommés, est tenu de publier, dans les quatorze jours après la date de leur nomination respective, une liste de leurs noms, lieux de résidence, occupations ou professions, dans quelque papier-nouvelles ayant circulation dans le district, et de transmettre cette liste au lieutenant-gouverneur, dans les trois jours à compter de la date de leur nomination respective. S. R. (1909), 4230.

Noms, etc., des visiteurs, publiés par le greffier de la paix.

**163.** Tout greffier de la paix trouvé en défaut sous quelqu'un de ces rapports encourt, pour chaque défaut, une amende n'excédant pas dix dollars. S. R. (1909), 4231.

Amende en cas de défaut.

#### SECTION XXVI

##### DU SECRÉTAIRE DES VISITEURS ET DE SES DEVOIRS

**164.** Le greffier de la paix, ou quelque autre personne nommée par les juges de paix du district en session générale, agit comme secrétaire des visiteurs ainsi nommés.

Secrétaire des visiteurs.

Le secrétaire somme les visiteurs de se réunir en temps et lieu, dans le but de remplir les devoirs à eux imposés par la présente partie, et selon que les juges de paix l'ordonnent en session générale. S. R. (1909), 4232.

Convocation des assemblées.

**Réunions sont privées.** **165.** Toutes ces nominations et sommations sont faites, et ces assemblées sont tenues aussi privément que possible, de sorte que le propriétaire, le surintendant ou la personne intéressée, employée ou concernée dans la maison qui doit être visitée, ne reçoive aucun avis de la visite. S. R. (1909), 4233.

**Serment du secrétaire des visiteurs.** **166.** Le secrétaire doit prêter, à la première réunion des visiteurs, le serment suivant que reçoit l'un des visiteurs qui est juge de paix, savoir:

"Je, A. B., jure que je remplirai fidèlement les obligations et les devoirs qui me sont imposés comme secrétaire des visiteurs nommés pour le district de , en vertu de la troisième partie de la Loi des asiles d'aliénés (chap. 190) des Statuts refondus, 1905) et que je tiendrai secret tout ce qui viendra à ma connaissance dans l'exercice de ma charge, sauf si je suis obligé de le divulguer par l'autorité légitime. Ainsi Dieu me soit en aide!" S. R. (1909), 4234.

**Publication du nom et du lieu de résidence du secrétaire.** **167.** Le nom, le lieu de résidence, l'occupation et la profession du secrétaire des visiteurs, que cette personne soit le greffier de la paix ou toute autre personne, sont, dans les quatorze jours après sa nomination, publiés par le greffier de la paix du district, dans quelque papier-nouvelles y ayant circulation; et ils sont, dans les trois jours après la nomination, communiqués au lieutenant-gouverneur par le greffier de la paix. S. R. (1909), 4235.

**Amende en cas de négligence.** **168.** Tout greffier de la paix qui fait défaut à cet égard encourt, pour chaque défaut, une amende n'excédant pas dix dollars.

**Salaire des secrétaires.** Chaque secrétaire des visiteurs reçoit, pour ses services, le salaire ou la rémunération, payé à même les deniers ou le fonds ci-après mentionnés, que les juges de paix du district prescrivent en session générale. S. R. 1909), 4236.

## SECTION XXVII

### DE L'ASSISTANT DU SECRÉTAIRE DES VISITEURS ET DE SON SERMENT

**Assistant-secrétaire.** **169.** Si le secrétaire des visiteurs désire, en quelque temps que ce soit, employer un assistant pour l'aider à remplir les devoirs de sa charge, il doit exprimer son intention à ce sujet et donner le nom de l'assistant proposé à l'un des visiteurs qui est juge de paix; et, si ce visiteur l'approuve, il fait prêter le serment suivant à cet assistant:

**Son serment.** "Je, A. B., jure solennellement que je tiendrai fidèlement secret tout ce qui viendra à ma connaissance dans l'exercice de ma charge comme assistant du secrétaire

des visiteurs nommés pour le district de en vertu de la troisième partie de la Loi des asiles d'aliénés (chap. 190 des Statuts refondus, 1925), à moins que je ne sois contraint de le divulguer par l'autorité légitime. Ainsi Dieu me soit en aide!" S. R. (1909), 4237.

**170.** Le secrétaire peut ensuite employer cet assis- Son salaire. tant à ses propres frais. S. R. (1909), 4238.

## SECTION XXVIII

### DES QUALITÉS REQUISES DES VISITEURS ET DES SECRÉTAIRES

**171.** Nul n'agit comme visiteur, secrétaire ou assis- Qualité pour tant-secrétaire des visiteurs, ni n'accorde de licence, s'il agir comme est alors, ou s'il a été, dans l'année qui précède, directe- visiteur, etc. ment ou indirectement concerné dans une maison sous licence pour recevoir des aliénés, ou intéressé dans les profits qui en proviennent. S. R. (1909), 4239.

**172.** Nul médecin, s'il est visiteur, ne doit signer de Restrictions certificat pour l'admission de patients dans une maison imposées aux sous licence ou un hôpital, ni traiter professionnellement médecins lors- aucun patient dans cette maison ou cet hôpital, s'il n'a qu'ils sont reçu instruction d'en faire la visite de la personne par visiteurs. l'ordre de qui ce patient y a été reçu, ou du secrétaire de la province, ou d'un juge de la Cour supérieure, ou d'un curateur dûment nommé à l'interdiction du patient faite dans la province. S. R. (1909), 4240.

**173.** Si un visiteur, ou le secrétaire, ou l'assistant- Si un visiteur secrétaire du visiteur devient, après sa nomination, inté- ou le secré- ressé dans une maison sous licence pour recevoir des taire devient aliénés, ou dans les profits qui en proviennent, ce visi- intéressé, il teur, ce secrétaire ou cet assistant-secrétaire devient cesse d'agir dès lors inhabile et doit cesser d'agir en cette qualité. comme tel. S. R. (1909), 4241.

**174.** S'il est visiteur, tout médecin qui signe un cer- Amende con- tificat pour l'admission d'un patient dans une maison tre le médecin sous licence ou un hôpital, ou traite professionnellement en certains cas. un patient dans cette maison ou cet hôpital, excepté comme susdit, encourt, pour chaque infraction, une amende de deux cents dollars. S. R. (1909), 4242.

## SECTION XXIX

### DES DEVOIRS DES VISITEURS

**175.** Toute maison sous licence, située dans la juri- Maisons sous diction des visiteurs nommés en vertu de la présente licence sont visitées par

deux des visi- partie, est visitée par au moins deux des visiteurs, dont l'un est médecin, quatre fois dans le cours de chaque année au moins, à tels jours et à telles heures du jour, et pendant tel espace de temps que les juges de paix qui ont accordé la licence pour la maison le prescrivent. S. R. (1909), 4243.

Leurs devoirs pendant ces visites.

**176.** Dans leur visite de la maison, les visiteurs en examinent chaque partie, ainsi que les bâtiments, places et édifices qui y communiquent ou en sont détachés, mais non séparés par un terrain appartenant à quelque autre personne, et chaque partie des terrains et dépendances employés et occupés avec la maison.

Perquisitions et entrées au livre des visiteurs.

Ils visitent chaque patient qui y est détenu, s'enquière s'il est sous contrainte, et pour quelle raison, examinent l'ordre et les certificats donnés pour la réception des patients qui ont été reçus dans cette maison depuis la dernière visite des visiteurs, et entrent dans les livres des visiteurs une minute indiquant:

1° La condition où se trouve alors la maison et celle des patients;

2° Le nombre de patients sous contrainte, avec les raisons qui la motivent;

3° Les irrégularités, s'il en est, qui existent dans l'ordre ou le certificat;

4° L'exécution ou la non-exécution des suggestions précédentes, s'il en est, des visiteurs; et

5° Toutes les autres observations qu'ils jugent à propos de faire, relativement à quelques-unes des matières susdites ou autres. S. R. (1909), 4244.

Renseignements que doivent demander les visiteurs.

**177.** Les visiteurs, à chacune de leurs visites dans une maison sous licence, doivent s'informer:

1° Où est célébré le service divin, pour quel nombre de patients, et quel en est le résultat;

2° Quels amusements et occupations on procure aux patients, et quel en est le résultat;

3° S'il a été adopté quelque système autre que celui de la coercition, et également quel en est le résultat;

4° De la classification des patients;

5° De toutes autres choses qu'ils jugent utiles et à propos. S. R. (1909), 4245.

Renseignements qui doivent être donnés à ceux qui font des perquisitions.

**178.** Si quelqu'un s'adresse à un visiteur pour savoir si certaine personne est détenue dans une maison sous licence dans le cercle de sa juridiction, le visiteur, s'il est d'avis que cette demande est raisonnable, expédie un ordre signé au secrétaire des visiteurs.

Le secrétaire, en recevant cet ordre, et sur paiement Droits du  
d'une somme n'excédant pas vingt centins pour ses pei- secrétaire.  
nes, doit chercher, parmi les états déposés chez lui con-  
formément à la présente partie, si la personne au sujet  
de laquelle ces perquisitions sont faites, est, ou a été,  
pendant le cours des douze mois alors derniers, détenue  
dans quelque une des maisons sous licence dans la juri-  
diction du visiteur; et, s'il appert que cette personne est  
ou a été détenue, le secrétaire doit remettre au requérant  
une déclaration par écrit, spécifiant;

1° La situation de la maison où la personne, au sujet  
de laquelle ces perquisitions sont faites, paraît être ou  
avoir été détenue;

2° Le nom du propriétaire ou du surintendant rési-  
dant;

3° La date de l'admission de la personne dans cette  
maison;

4° Dans le cas où elle aurait été transférée ailleurs ou  
élargie, la date de son transfert ou de son élargissement.  
S. R. (1909), 4246.

**179.** Si, après sa mise en liberté, une personne qui Recours des  
a été détenue dans une maison sous licence, considère personnes  
qu'elle y a été injustement détenue, le secrétaire des détenues illé-  
visiteurs, dans la juridiction desquels la maison est si- galement.  
tuée, est tenu de lui donner, ou de donner à son procu-  
reur, à demande, et sans honoraires ni récompense, une  
copie de l'ordre et des certificats en vertu desquels elle  
a été détenue; le lieutenant-gouverneur peut faire pour-  
suivre, au nom de la couronne, quiconque a pris part à  
l'arrestation illégale de quelque personne, comme alié-  
née, et quiconque s'est rendu coupable de négligence ou  
de mauvais traitement à l'égard de tout patient ou de  
toute personne ainsi détenue. S. R. (1909), 4247.

### SECTION XXX

#### DU POUVOIR DES VISITEURS DE FAIRE DES ENQUÊTES

**180.** Les visiteurs de toute maison sous licence, ou Assignation  
deux de ces visiteurs peuvent, à leur discrétion, sommer, des témoins  
par ordre sous leurs signatures, suivant la formule 22, par les visi-  
ou autre formule aussi semblable que le cas le permet, teurs.  
qui que ce soit de comparaître devant eux pour certifier,  
sous serment, la vérité des matières au sujet desquelles  
les visiteurs sont, par la présente partie, autorisés à s'en-  
quérir, et les visiteurs sont autorisés à recevoir ce ser-  
ment.

Amende pour  
défaut de  
comparaître,  
etc.

Quiconque ne comparait pas devant les visiteurs conformément à l'assignation, et ne donne pas d'excuse raisonnable de sa non-comparution, ou quiconque comparait et refuse d'être assermenté ou interrogé, encourt, sur conviction du fait devant l'un des juges de paix du district, pour chaque négligence ou refus, une amende n'excédant pas deux cents dollars. S. R. (1909), 4248.

Frais des  
témoins.

**181.** Les visiteurs sommant une personne de comparaître et de rendre témoignage comme susdit, peuvent ordonner au secrétaire des visiteurs de payer à cette personne les dépenses raisonnables encourues par elle pour comparaître en obéissance à l'assignation; ces dépenses sont considérées comme dépenses encourues par les visiteurs en exécution de la présente partie, et sont mises en compte et payées en conséquence. S. R. (1909), 4249.

#### SECTION XXXI

##### DES POURSUITES POUR CONTRAVENTIONS

Plaintes devant un juge  
de paix.

**182.** Toute plainte ou dénonciation pour contravention à la présente partie, si une peine pécuniaire est imposée, peut être portée devant un juge de paix. S. R. (1909), 4250.

Audition,  
devant ce  
juge de paix.

**183.** Si une personne est accusée sous serment devant un juge de paix de contravention à la présente partie, ce juge de paix peut sommer le prévenu de comparaître aux temps et lieu qui sont fixés dans l'assignation; et, si elle ne comparait pas, sur preuve de signification de l'assignation, soit personnellement, soit par copie laissée à son dernier domicile ou au lieu ordinaire de sa résidence, deux juges de paix peuvent entendre et juger l'affaire, ou émettre leur mandat pour appréhender cette personne et la conduire devant deux juges de paix. S. R. (1909), 4251.

Sentence.

**184.** Si le prévenu comparait en obéissance à l'assignation, ou s'il est arrêté en vertu d'un mandat, ou s'il ne comparait pas, deux juges de paix entendent la plainte ou dénonciation, et rendent la décision qui leur paraît juste. S. R. (1909), 4252.

Formule de  
condamnations.

**185.** Les juges de paix, devant lesquels une personne est trouvée coupable de contravention à la présente partie, pour laquelle une peine pécuniaire est imposée, peuvent faire dresser la condamnation selon la formule suivante, ou toute autre formule au même effet,



suivant le cas; nulle condamnation en vertu de la présente partie ne doit être annulée pour défaut de forme:

## FORMULE DE CONDAMNATION

Sachez que le                    jour de                    , en l'année  
de Notre-Seigneur mil neuf cent                    , à  
district de                    , A. B. a été condamné devant  
nous                    , juges de paix de Sa Majesté  
pour ledit district de                    , pour avoir, lui,  
ledit (*énoncer la contravention*); et nous, lesdits  
condamnons ledit  
pour sadite infraction, à payer la somme de                    .  
S. R. (1909), 4253.

## SECTION XXXII

## DE L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS

**186.** Sur condamnation de l'accusé, les juges de paix peuvent, s'ils le jugent à propos, réduire le montant de l'amende imposée pour la contravention, à une somme qui ne doit pas être moindre que le quart du montant de cette amende; ils émettent un mandat sous leurs signatures pour prélever l'amende ou l'amende réduite, et tous les frais et dépens incidents, par la saisie et la vente des meubles et effets de la personne ainsi convaincue du fait. S. R. (1909), 4254.

**187.** Ces juges de paix peuvent ordonner que le contrevenant soit mis et détenu sous la garde d'un constable ou autre officier de paix, jusqu'à ce que le mandat de saisie-exécution soit rapporté, à moins que ce contrevenant ne fournisse une garantie à leur satisfaction, par cautionnement ou autrement, qu'il comparaitra devant eux, le jour fixé pour le rapport du bref d'exécution, la date de ce rapport ne devant pas être éloignée de plus de sept jours de celui où le cautionnement a été donné. S. R. (1909), 4255.

**188.** Si, après le rapport du bref d'exécution, il appert qu'il n'y a ni meubles ni effets suffisants pour prélever l'amende ou l'amende réduite et les frais et dépens, et s'ils ne sont pas payés incontinent, ou, s'il est prouvé, à la satisfaction des juges de paix, soit par la confession du contrevenant, soit autrement, qu'il n'a pas de meubles et effets suffisants pour payer l'amende ou l'amende réduite avec les frais et dépens, les juges de paix, par mandat sous leurs signatures, font incarcérer le con-

Réduction de  
l'amende;  
mode de re-  
couvrement.

Détention.

Emprisonne-  
ment des con-  
trevenants à  
défaut de  
meubles et  
effets suffi-  
sants.

trevenant dans la prison commune ou la maison de correction du district, suivant le cas, pour une période de pas plus de trois mois, à moins que cette amende ou l'amende réduite et les frais et dépens ne soient plus tôt payés. S. R. (1909), 4256.

## SECTION XXXIII

## DES APPELS

Appels.

**189.** Quiconque se croit lésé par l'ordre ou la décision d'un juge de paix en vertu de la présente partie, peut, dans les quatre mois après cet ordre, en appeler aux juges de paix en session générale, en donnant au préalable à l'intimé un avis par écrit de quatorze jours francs au moins, de l'appel ainsi que de la nature ou matière de l'appel; et en donnant, aussitôt après ledit avis, un cautionnement devant un juge de paix, avec deux bonnes cautions, portant qu'il continuera l'appel et exécutera la sentence du tribunal. S. R. (1909), 4257.

Comment les appels sont jugés.

**190.** Sur preuve de la signification de l'avis et de la prestation du cautionnement, les juges de paix, en session générale, entendent et décident l'appel d'une manière sommaire; ou, s'ils le jugent à propos, ils en ajournent l'audition jusqu'aux sessions générales suivantes; et, s'ils ont de bonnes raisons, ils peuvent mitiger et diminuer l'amende jusqu'à une somme non moindre que le quart de l'amende imposée par la présente partie, faire remettre tous deniers prélevés en vertu de la décision dont est l'appel, et ordonner que d'autres dommages soient payés à la partie lésée, ou tels frais à l'une ou l'autre des parties, suivant qu'ils le trouvent juste et raisonnable; toute décision des juges de paix en session générale est finale à l'égard de toutes les parties, à toutes fins et intentions quelconques. S. R. (1909), 4258.

## SECTION XXXIV

## DES ACTIONS CONTRE LES PERSONNES METTANT LA PRÉSENTE PARTIE A EXÉCUTION

Prescription des actions.

**191.** Toute action ou poursuite intentée contre quelqu'un, pour faits accomplis en vertu de la présente partie, doit être commencée dans les douze mois après l'élargissement de la partie intentant l'action, et portée dans le district où la cause de l'action a pris naissance et non ailleurs. S. R. (1909), 4259.

**192.** Le secrétaire des visiteurs peut, sur leur ordre, poursuivre qui que ce soit pour contravention aux dispositions de la présente partie, commise dans la juridiction de ces visiteurs, et exiger et recouvrer toute amende de quiconque s'en est rendu passible dans cette juridiction. Quand le secrétaire des visiteurs peut poursuivre. S. R. (1909), 4260.

**193.** Personne ne peut être poursuivi pour contravention aux dispositions de la présente partie, ou pour une pénalité dont il se serait rendu passible en vertu de telles dispositions, si ce n'est sur l'ordre des visiteurs ayant juridiction dans le lieu où la cause de la poursuite a eu son origine, et où la pénalité est encourue, ou si ce n'est du consentement du procureur général. Autorisation nécessaire pour poursuivre. S. R. (1909), 4261.

**194.** Si une personne est poursuivie pour avoir omis de transmettre ou d'envoyer une copie, une liste, un état, un avis ou autre document qu'il lui est ci-dessus prescrit de transmettre, et qu'elle prouve, par le témoignage d'une personne sous serment, que la copie, la liste, l'avis, l'état ou autre document au sujet duquel elle est poursuivie, a été mis, en temps opportun, au bureau de poste qu'il appartient, ou, s'il s'agit de documents qui doivent être transmis à un greffier de la paix, laissé au bureau de ce greffier, et adressé convenablement, cette preuve a l'effet d'arrêter toute procédure ultérieure relativement à cette omission. Ce qui est censé une preuve suffisante de l'avis, etc., requis dans le cas de poursuite. S. R. (1909), 4262.

**195.** Dans toute telle action ou poursuite, le défendeur peut, à son choix, plaider spécialement ou plaider généralement non coupable, invoquer les dispositions de la présente partie, et la matière spéciale en preuve dans tout procès porté en conséquence, et alléguer que la chose a été faite en vertu et en exécution de la présente partie; et si l'action ou poursuite est discontinuée après la comparution du défendeur, ou si l'action ou poursuite est renvoyée après contestation, jugement est rendu contre le demandeur, le défendeur recouvre alors doubles dépens, et a, pour les recouvrer, les mêmes recours que tout défendeur possède ou peut exercer en vertu de la loi, dans tous les autres cas. Plaidoyer du défendeur. S. R. (1909), 4263.

#### SECTION XXXV

##### DE L'EMPLOI DES AMENDES

**196.** Toutes les amendes demandées en justice et recouvrées par le secrétaire des visiteurs, lui sont payées, Emploi des amendes.

et sont par lui versées dans la caisse du greffier de la paix du district; et ce dernier les emploie et en rend compte, tel que ci-dessus prescrit à l'égard des deniers reçus pour licences par les greffiers de la paix. S. R. (1909), 4264.

Paiement de  
frais encourus  
par ordre des  
visiteurs.

**197.** Les frais, charges et dépens encourus par ou en vertu de l'ordre des visiteurs, sont payés par le greffier de la paix du district, et inclus par lui dans le compte des recettes et dépenses qu'il lui est ci-dessus prescrit de tenir. S. R. (1909), 4265.

Emploi des  
amendes.

**198.** Toutes les amendes ou amendes réduites, une fois recouvrées, sont payées au greffier de la paix du district dans lequel la contravention a été commise, et sont, par lui, employées et mises en compte, tel que ci-dessus prescrit à l'égard des deniers perçus pour licences accordées par les juges de paix dudit district; et, s'il reste un surplus provenant de la saisie-exécution, après le paiement de ladite amende ou amende réduite et des frais et dépens, il est payé sur demande au propriétaire des meubles et effets vendus. S. R. (1909), 4266.

## QUATRIÈME PARTIE

### DES ASILES D'ALIÉNÉS POUR LES MILITAIRES

Secrétaire de  
la province  
autorisé à  
conclure une  
convention  
écrite au su-  
jet des mili-  
taires aliénés.

**199.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il le juge opportun, d'autoriser le secrétaire de la province à conclure, pour et au nom de Sa Majesté le roi aux droits de la province, avec le ministre de la restauration civile des soldats ou avec tout autre ministre auquel serait dévolu le soin des aliénés mentionnés dans la présente partie, pour et au nom de Sa Majesté le roi aux droits du gouvernement du Dominion, une convention écrite pour les fins et objets énumérés dans les articles suivants. S. R. (1909), 4161a; 11 Geo. V, c. 78, s. 1.

Département  
de la restau-  
ration civile  
des soldats,  
etc., autori-  
sé à mainte-  
nir, etc., un  
ou des hôpi-  
taux pour les  
militaires alié-  
nés.

**200.** Le département de la restauration civile des soldats ou tout autre département du gouvernement du Dominion auquel sont attribués le soin et le traitement d'anciens membres de la force militaire ou navale de Sa Majesté, ayant fait du service au cours de la guerre 1914-1918, atteints d'aliénation mentale, peut établir, mettre en opération, maintenir, contrôler et diriger, dans les limites de la province de Québec, un hôpital ou

des hôpitaux pour le soin, le traitement et la détention des anciens militaires ci-dessus mentionnés; et il peut également, nonobstant les autres dispositions de la présente loi concernant les aliénés et les asiles d'aliénés, faire les règlements et édicter les ordonnances qu'il juge nécessaires et opportunes pour l'admission, l'internement, la détention et la mise en liberté desdits aliénés, anciens membres des forces militaires de Sa Majesté. S. R. (1909), 4161b; 11 Geo. V, c. 78, s. 1.

**201.** Les pouvoirs ci-dessus accordés en vertu de la convention autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'autorité de l'article 199, comportent, pour ce dernier, celui de déclarer que le département de la restauration civile des soldats ne sera pas assujéti à celles des dispositions de la présente loi qu'il jugera incompatibles avec celles édictées par la convention, pour sa mise à exécution. S. R. (1909), 4161c; 11 Geo. V, c. 78, s. 1.

Lt-gouv. peut déclarer certaines dispositions non applicables.

**202.** Le département de la restauration civile des soldats, dans l'exécution des pouvoirs ainsi conférés par le lieutenant-gouverneur en conseil, est autorisé à faire, par l'entremise de ses employés ou officiers, dans cette province, tous actes ou choses que les dispositions de la présente loi ou de toute autre loi de cette province permettent à un officier, employé, représentant dûment qualifié de la province, ou à des juges de paix de faire, relativement à l'internement, aux soins, aux traitements, à la détention ou à la mise en liberté des aliénés. S. R. (1909), 4161d; 11 Geo. V, c. 78, s. 1.

Certains pouvoirs accordés au département de la restauration civile.

**203.** Tous les règlements et ordonnances faits en vertu de la présente partie ont force de loi et peuvent être modifiés, amplifiés ou révoqués par une ordonnance ou un règlement subséquent, pourvu que ni le gouvernement ni aucune municipalité de la province ne soient appelés à payer ni tenus de contribuer d'une manière quelconque, pour le transport, l'entretien, le séjour, le traitement, le transfert ou la mise en liberté d'un aliéné, en vertu de tels règlements ou des dispositions de la présente partie. S. R. (1909), 4161e; 11 Geo. V, c. 78, s. 1.

Règlements et ordonnances ont force de loi.

## FORMULES

## 1.—(Articles 10, 21)

*Demande pour réception d'un aliéné**(Dans le cas d'un patient privé)*

Aux propriétaires de l'asile de .

*(Dans le cas d'un patient public)*

Au surintendant médical de l'asile d'aliénés de .

*(Lieu et date.)*

Le soussigné demande l'admission d'un malade à l'asile d'aliénés de

Nom du requérant	<i>(dans le cas d'une femme mariée ou d'une veuve, donner ses prénoms et nom de famille ainsi que les nom et prénoms du mari)</i>
------------------	---

Sa profession

Son âge

Son domicile	<i>(indiquer la municipalité où se trouve situé le domicile du requérant)</i>
--------------	---

Degré de parenté ou nature des relations

Nom du malade	<i>(dans le cas d'une femme mariée ou d'une veuve, donner ses prénoms et nom de famille ainsi que les nom et prénoms du mari)</i>
---------------	---

Sa profession

Son âge

Son domicile	<i>(indiquer la municipalité où se trouve situé le domicile du malade)</i>
--------------	--

*(Signature.)**(Adresse postale du requérant.)*

Assermenté devant moi,  
à  
ce , 19' .

(Signature.)

J. P., (ou Com. de la C. S.)

S. R. (1909), 4161, formule A.

2.—(*Articles 10, 21, 46*)

*Certificat médical dans tous les cas sauf dans celui d'une  
personne détenue en prison*

(Lieu et date.)

Je, (nom et prénoms du médecin), de (domicile du médecin), pratiquant habituellement la profession médicale et dûment autorisé comme tel, déclare sous serment que je ne suis point :

(S'il s'agit d'un patient privé),  
l'associé, le père, le frère ou le fils de l'autre médecin  
qui a examiné (ou qui doit examiner, selon le cas), (nom  
et prénoms du patient, \*) ni des propriétaires de l'asile  
de (nom de l'asile où l'on veut placer le malade) ni de (nom  
du patient.)

(S'il s'agit d'un patient public),  
parent ni allié jusqu'au troisième degré inclusivement  
avec les propriétaires de l'asile de (nom de l'asile où l'on  
veut placer le malade), ni avec (nom de la personne qui  
fait la demande d'admission), ni avec (nom et prénoms de  
l'aliéné (\*):

(Dans le cas de tout patient),  
que j'ai le (date à laquelle l'examen a été fait) à (endroit  
où l'examen a été fait) comté de \_\_\_\_\_, seul  
et à part de tout médecin pratiquant, visité et examiné  
personnellement ledit (nom de l'aliéné), que ledit (nom  
de l'aliéné) est aliéné et une personne qu'il convient de  
renfermer, et que j'ai formé cette opinion d'après les  
faits suivants, savoir:

A. Symptômes et faits observés directement par moi-même lors de l'examen et constituant la preuve de folie, savoir: (*Si en aucun temps antérieurement à cet examen, le médecin a observé les mêmes ou d'autres signes de folie, il peut les ajouter ici, à la suite, dans un paragraphe spécial en donnant les dates.*)

B. Renseignements qui m'ont été fournis par d'autres personnes savoir: (*Le médecin doit donner les noms et prénoms, ainsi que les adresses des personnes de qui il tient ces renseignements.*)

Assermenté devant moi,	} Daté à le	
à ,		jour de 19 .
ce , 19.		
	(Signature du médecin.)	
	(Adresse du médecin.)	

(Signature)

J. P., (ou Com. de la C. S.)

S. R. (1909), 4161, formule B.

(\*) Dans le cas d'une femme mariée ou d'une veuve, donner ses prénoms et nom de famille ainsi que les nom et prénoms du mari.

### 3.—(Articles 10, 21, 28, 46)

*Annexe du certificat médical, (formule 2), dans tous les cas sauf dans celui d'une personne détenue en prison*

Nom de l'aliéné: (*dans le cas d'une femme mariée ou d'une veuve, indiquer ses prénoms et nom de famille ainsi que les nom et prénoms du mari*).

Domicile de l'aliéné: (*indiquer la municipalité où se trouve situé le domicile du malade*).

*Les parents ou amis des malades dont l'admission est demandée sont instamment priés de donner, avec l'aide du médecin, des réponses claires et détaillées aux questions suivantes;*

- |   |     |
|---|-----|
| 1.—Quel est l'âge du malade au meilleur de votre connaissance?                                | 1.— |
| 2.—Est-il marié, veuf ou célibataire? S'il est marié, depuis quand? Combien a-t-il d'enfants? | 2.— |



- |  |      |
|--|------|
| 3.—Où demeurent ses enfants ?  | 3.—  |
| 4.—Où le malade est-il né ?  | 4.—  |
| 5.—Le père et la mère vivent-ils encore ? Où demeurent-ils ? Quel est leur nom ?   | 5.—  |
| 6.—Dans quelle municipalité est-il au moment où il doit être envoyé à l'asile ?  | 6.—  |
| 7.—Depuis quand réside-t-il en Canada ?  | 7.—  |
| 8.—Quel est son métier ou occupation, et, si c'est une femme ou un enfant, quel est celui de son mari ou de son père ?                 | 8.—  |
| 9.—Quels sont ses moyens apparents de subsistance, ainsi que de ceux obligés en loi à son entretien ?                                  | 9.—  |
| 10.—A quelle religion appartient-il ?  | 10.— |
| 11.—A-t-il reçu une éducation élémentaire ou supérieure ?  | 11.— |
| 12.—Cette attaque d'aliénation mentale est-elle la première ? Si non, quand les autres ont-elles eu lieu et quelle en a été la durée ? | 12.— |
| 13.—Quand les premiers symptômes de la maladie se sont-ils manifestés ?  | 13.— |
| 14.—Comment les premiers symptômes de la maladie se sont-ils manifestés ?  | 14.— |
| 15.—Sur quel sujet porte actuellement le trouble mental et comment se manifeste-t-il ?   | 15.— |

- |   |      |
|---|------|
| 16.—Y a-t-il hallucination de la vue, de l'ouïe, du toucher ou du sens génital?   | 16.— |
| 17.—Le malade est-il porté à faire mal aux autres? A-t-il commis des actes de violence? Quand et de quelle manière?   | 17.— |
| 18.—Le malade est-il porté à se faire du mal? A-t-il essayé de se tuer? Quand et de quelle manière? Cette inclination se manifeste-t-elle encore et comment?  | 18.— |
| 19.—Quelles sont ses habitudes quant au manger, au coucher ou à la propreté?  | 19.— |
| 20.—A-t-il quelques mauvaises inclinations, telles que celles de déchirer ses hardes, de briser les vitres et les meubles, et de mettre le feu, etc.?   | 20.— |
| 21.—Quels sont les membres de sa famille (y compris aïeux et cousins) qui ont été atteints de folie ou d'autres troubles nerveux, tels qu'épilepsie, hystérie, tics, excentricité, névralgie, chorée, alcoolisme, etc.? Si oui, dites si c'est dans la ligne paternelle ou maternelle, dans chaque cas? | 21.— |
| 22.—Quelles sont ses habitudes quant à l'usage des liqueurs alcooliques, du tabac, de l'opium et autres narcotiques, etc.?  | 22.— |
| 23.—A-t-il eu de graves maladies corporelles? Épilepsie, éruptions, ulcères, écoulements supprimés? A-t-il reçu quelques coups à la tête?   | 23.— |

- |   |      |
|---|------|
| 24.—Quel est l'état physique du malade?   | 24.— |
| 25.—S'il présente des infirmités ou des maladies autres que la folie, veuillez les mentionner?        | 25.— |
| 26.—Que suppose-t-on être la cause de cette attaque de maladie?                                       | 26.— |
| 27.—Le malade a-t-il déjà été traité dans un asile d'aliénés? Si oui, quand, où et combien de fois?   | 27.— |
| 28.—Donnez l'adresse de la personne à qui l'on devra s'adresser pour correspondre au sujet du malade. | 28.— |

Daté à , ce , 19 .

Toutes les réponses ci-dessus contiennent la vérité au meilleur de ma connaissance.

(Signature du médecin.)

(Adresse du médecin.)

Assermenté devant moi, }  
à , 19 . }  
ce , 19 . }

(Signature.)

J. P., (ou Com. de la C. S.)

S. R. (1909), 4161, formule C.

## 4.—(Articles 21, 22, 24)

*Certificat du curé, vicaire, ou ministre du culte*Province de Québec, }  
District de . }

(Lieu et date)

Je soussigné, , curé (vicaire, ministre, suivant le cas), fais serment que: (nom et prénoms de l'aliéné. Dans le cas d'une femme mariée ou d'une veuve, donner les prénoms et nom de famille ainsi que les nom et prénoms du mari) est un aliéné, (idiot ou imbécile, suivant le cas), et doit être interné dans un asile d'aliénés;

Que ledit possède (ou ne possède pas, suivant le cas) des biens suffisants pour payer en tout, (ou en partie), ses frais d'entretien ou de pension dans un asile;

Que les personnes tenues à son entretien sont (noms et adresses des personnes tenues à l'entretien du malade. Ces personnes sont celles indiquées par les articles 165 et suivants du Code civil, savoir: l'époux ou l'épouse, le père, la mère, les enfants) et possèdent (ou non) les moyens de payer en tout (ou en partie) ses frais de pension et d'entretien à l'asile.

Assermenté devant moi,  
à ce

, 19 .

(Signature.)

(Adresse postale.)

(Signature.)

(Qualité.)

S. R. (1909), 4161, formule D.

## 5.—(Articles 21, 47)

*Certificat du maire (ou d'un conseiller en son absence)*

(Lieu et date)

Je soussigné, , maire de la municipalité de , comté de , certifie, par les présentes, que (nom et prénoms du malade. S'il s'agit d'une femme mariée ou d'une veuve, donner ses prénoms et nom de famille, ainsi que les nom et prénoms du mari) est une personne qui doit être internée dans un asile d'aliénés; qu'elle possède (ou non, suivant le cas)

les biens suffisants pour payer en tout, (ou en partie) ses frais d'entretien dans ledit asile (ou à son défaut) que (\*) (noms, prénoms et adresse des personnes qui sont tenues à son entretien) possèdent (ou non, suivant le cas) les moyens nécessaires pour leur permettre de se rendre responsables en tout, (ou en partie) envers la province de la pension dudit aliéné.

(Signature.)

Maire.

(Adresse postale.)

Le maire étant absent de la municipalité, je, soussigné, signe la présente formule en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la Loi des asiles d'aliénés.

(Signature.)

Conseiller (ou échevin.)

(Adresse postale.)

S. R. (1909), 4161, formule E.

(\*)—Les personnes obligées par la loi de soutenir les aliénés, sont celles indiquées dans les articles 165 et suivants du Code civil, savoir: l'époux ou l'épouse, le père, la mère, les enfants.

#### 6.—(Articles 21, 22, 28, 4')

*Certificat du secrétaire-trésorier (ou greffier ou du maire, selon le cas)*

Je soussigné, \_\_\_\_\_, secrétaire-trésorier (greffier, ou maire suivant le cas) de la municipalité de \_\_\_\_\_, dans le comté de \_\_\_\_\_, fais serment et dis:—

1. Que A. B. est un aliéné (idiot ou imbécile, suivant le cas) et qu'il doit être interné dans un asile d'aliénés;
2. Que ledit A. B. est porté (ou non) au rôle d'évaluation de cette municipalité pour des biens évalués à une somme totale de \_\_\_\_\_;
3. Que le père, (ou la mère, ou le grand-père, ou la grand'mère, ou l'époux, ou l'épouse, suivant le cas) dudit A. B. est (ou sont) porté audit rôle d'évaluation pour une somme totale de \_\_\_\_\_, qui se répartit comme suit entre chacun d'eux:

A. C. ....	\$
C. D. ....	\$
B. C. ....	\$
D. E. ....	\$

4. Que ledit A. B. a (ou n'a pas, suivant le cas) des enfants (ou petits-enfants) dont le nom est porté (ou les noms sont portés) audit rôle d'évaluation pour une somme de \_\_\_\_\_, qui se répartit comme suit entre chacun d'eux:

B. C. ....	\$
C. D. ....	\$
D. E. ....	\$
E. F. ....	\$

5. Que ledit A. B. a (ou n'a pas, suivant le cas) des revenus qui lui rapportent annuellement une somme approximative de \_\_\_\_\_ dollars;

6. Que le père, (ou la mère, ou les enfants, ou l'époux ou l'épouse, dudit A. B. ont (ou n'ont pas, suivant le cas) d'autres sources de revenu leur rapportant annuellement en tout une somme totale approximative de \_\_\_\_\_, qui se répartit comme suit entre chacun d'eux:

A. B. ....	\$
B. C. ....	\$
C. D. ....	\$
D. E. ....	\$

7. Qu'il est (ou n'est pas) à ma connaissance (suivant le cas) que ledit A. B. son père ou sa mère, son grand-père ou sa grand-mère, ou ses enfants, ou l'époux, ou l'épouse, ou aucun d'eux, ou aucun de ses petits-enfants aient des biens dans aucun autre endroit de cette province.

A. B.

Secrétaire-trésorier (ou greffier.)

Le secrétaire-trésorier, (ou le greffier) étant absent de la municipalité, je signe la présente formule en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la Loi des asiles d'aliénés.

(Signature.)

Maire.

Assermenté devant moi, }  
à \_\_\_\_\_, ce }  
jour de \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_ }

(Signature.)

(Qualité.)

S. R. (1909), 4161, formule F.

## 7.—(Article 41)

*Certificat médical dans le cas d'un aliéné détenu en prison*

(Lieu et date.)

Je, \_\_\_\_\_, surintendant médical de  
l'asile d'aliénés de \_\_\_\_\_ (ou  
médecin nommé spécialement par le secrétaire de la  
province pour faire l'examen de l'état mental de (1)  
\_\_\_\_\_, actuellement détenu dans la prison com-  
mune du district de \_\_\_\_\_, pratiquant  
habituellement ma profession de médecin et dûment  
autorisé comme tel, déclare sous serment que je ne suis  
point parent ni allié au troisième degré, inclusivement,  
avec les propriétaires de (indiquer l'asile où l'aliéné sera  
interné), ni avec (nom et prénoms du patient); que j'ai,  
ce jourd'hui, seul et à part de tout autre médecin pra-  
tiquant, visité et examiné personnellement ledit \_\_\_\_\_;  
que ledit \_\_\_\_\_ est aliéné  
et une personne qu'il convient de renfermer, et que j'ai  
formé cette opinion d'après les faits suivants dont je cer-  
tifie l'entière exactitude, savoir: (donner les détails.) (2).

Assermenté devant moi, }	(Signature.)
à _____, 19 _____ }	Surintendant médical.
ce _____	ou Médecin nommé.
(Signature.)	
(Qualité.)	

S. R. (1909), 4161, formule G. (3).

---

(1) Dans le cas d'une femme mariée ou d'une veuve, donnez ses prénoms et nom de famille ainsi que les nom et prénoms du mari.

(2) Dans le cas d'idiotisme ou d'imbécillité, constater si l'idiot ou l'imbécile est dangereux, une cause de scandale ou sujet à des attaques d'épilepsie et mentionner les faits qui établissent qu'il est dangereux ou scandaleux.

(3) Les formules 7 et 8 seront abrogées à la date fixée dans la proclamation qui sera émise par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de l'article 93 de la présente loi.

---

## 8.—(Article 41)

*Annexe du certificat médical, (formule 7,) dans le cas  
d'un aliéné détenu en prison*

Informations requises dans le cas de (\*)  
de , aliéné, détenu dans la prison de .

*Les shérifs ou geôliers pour les prisonniers atteints de folie  
sont instamment priés de donner, avec l'aide du médecin,  
des réponses claires et détaillées aux questions suivantes:*

- |   |     |
|---|-----|
| 1.—Quel est l'âge du malade<br>au meilleur de votre con-<br>naissance ?   | 1.— |
| 2.—Est-il ou non marié ? S'il<br>est marié, depuis quand ?<br>Combien a-t-il d'enfants ?  | 2.— |
| 3.—Où demeurent ses enfants ?   | 3.— |
| 4.—Quelle est sa nationalité ?  | 4.— |
| 5.—Ses père et mère vivent-<br>ils encore ? Où demeurent-<br>ils ? Quel est leur nom ?  | 5.— |
| 6.—Dans quelle municipalité<br>était-il au moment où il a<br>été envoyé en prison ?   | 6.— |
| 7.—Depuis quand réside-t-il en<br>Canada ?  | 7.— |
| 8.—Quel est son métier ou oc-<br>cupation, et, si c'est une<br>femme, quel est celui de<br>son père ou de son mari ?            | 8.— |
| 9.—Quels sont ses moyens<br>apparents de subsistance,<br>ainsi que ceux des per-<br>sonnes obligées en loi à<br>son entretien ? | 9.— |

(\*) Dans le cas d'une femme mariée ou d'une veuve, donner ses prénoms et nom de famille ainsi que les nom et prénoms du mari.



- |   |      |
|---|------|
| 10.—A quelle religion appartient-il ?   | 10 — |
| 11 —A quel degré est-il instruit ? Sait-il lire et écrire ?   | 11 — |
| 12.—Quand les premiers symptômes de la maladie se sont-ils manifestés ?   | 12.— |
| 13.—Comment les premiers symptômes de la maladie se sont-ils manifestés ?   | 13.— |
| 14.—Cette attaque d'aliénation mentale est-elle la première ? Si non, quand les autres ont-elles eu lieu et quelle en a été la durée ?                    | 14.— |
| 15.—Y a-t-il amélioration ou aggravation dans la maladie, ou reste-t-elle stationnaire ?  | 15.— |
| 16.—Quand les premiers symptômes de la présente attaque se sont-ils manifestés ?  | 16.— |
| 17.—Le malade a-t-il des intervalles lucides et ces intervalles apparaissent-ils à des époques régulières ?   | 17.— |
| 18.—Sur quel sujet et comment le trouble mental se manifeste-t-il ? Y a-t-il hallucination de la vue, de l'ouïe, du goût, du toucher ou du sens génital ? | 18.— |
| 19.—Le malade est-il porté à se faire du mal à lui-même ou aux autres ?   | 19.— |
| 20.—Est-ce à la suite d'emportements ou avec préméditation ?  | 20.— |

- |  |      |
|--|------|
| 21.—A-t-il essayé de se tuer, et de quelle manière? Cette inclination se manifeste-t-elle encore, et comment?  | 21.— |
| 22.—Quelle sont ses habitudes quant au manger, au coucher, ou à la propreté? A-t-il quelques mauvaises inclinations, telles que celles de déchirer ses hardes, de briser les vitres, meubles, etc.?                    | 22.— |
| 23.—Quels sont les membres de sa famille (y compris aïeux et cousins) qui ont été atteints de folie ou d'autres troubles nerveux tels qu'épilepsie, hystérie, tics, excentricité, névralgie, chorée, alcoolisme, etc.? | 23.— |
| 24.—A-t-on été frappé, en aucune manière, par la singularité de son humeur, de ses habitudes, de ses projets, de ses impressions religieuses et de ses passions? A-t-il été excentrique?                               | 24.— |
| 25.—A-t-il été adonné à l'usage immodéré des liqueurs alcooliques, du tabac, de l'opium, etc.?   | 25.— |
| 26.—A-t-il eu de graves maladies corporelles: épilepsie, éruptions, ulcères, écoulements supprimés? A-t-il reçu quelques coups à la tête?  | 26.— |
| 27.—L'a-t-on gêné ou renfermé, et cela comment et pendant combien de temps?  | 27.— |

- |  |      |
|--|------|
| 28.—Que suppose-t-on être la cause de cette attaque de maladie?  | 28.— |
| 29.—Le malade a-t-il reçu quel-que traitement? Quel est ce traitement et quel en a été le résultat?                              | 29.— |
| 30.—Veuillez mentionner toute autre observation qui serait de nature à renseigner les médecins sur l'état du malade.             | 30.— |
| 31.—Pour correspondre, on doit donner l'adresse d'un proche parent, ou du curateur, ou d'un ami, ainsi que le lieu de résidence. | 31.— |

Daté à \_\_\_\_\_, 19 \_\_\_\_.

Toutes les réponses ci-dessus contiennent la vérité au meilleur de ma connaissance

Assermenté devant moi, } à _____, 19 ____ } ce _____, 19 ____ }	(Signature.)  Surintendant médical ou Médecin nommé.
---	--

(Signature.) (Qualité.)

S. R. (1909), 4161, formule H. (\*)

9.—(Articles 46, 48)

*Mandat d'internement dans un asile*

Province de Québec, }  
District de \_\_\_\_\_ }

A tous les constables et autres officiers de paix ou aucun d'eux, dans le district de \_\_\_\_\_, et au surintendant médical (ou son remplaçant) de l'asile de \_\_\_\_\_

Attendu que le \_\_\_\_\_ jour du mois de \_\_\_\_\_, une déclaration attestée sous serment a été reçue par moi,

(\*) Voir note (3) au bas de la page 2449.

recorder (ou magistrat, de la cité de  
ou l'un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le  
district de , attestant que  
V. W., de , comté de  
est aliéné et qu'il est dangereux de le laisser en liberté;

Attendu que cette dénonciation est corroborée par  
un certificat médical daté le ;  
et attendu qu'à l'enquête tenue par moi il a été établi  
que ledit V. W. est aliéné et qu'il est dangereux de le  
laisser en liberté;

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre,  
vous lesdits constables ou autres officiers de paix ou  
aucun de vous, au nom de Sa Majesté, de conduire ledit  
V. W. à l'asile d'aliénés de , et de le  
remettre là et alors entre les mains du surintendant  
médical dudit asile, avec le présent mandat et les docu-  
ments y annexés, et de le confier à sa garde.

Et je vous enjoins, vous ledit surintendant médical  
dudit asile, de recevoir ledit V. W. et d'en prendre soin  
jusqu'à ce que des instructions du secrétaire de la pro-  
vince vous soient données au sujet dudit V. W.

Donné sous mon seing, à , ce  
jour de , en l'année de Notre-Seigneur 19 .

(Signature.)

(Qualité.)

S. R. (1909), 4161, formule I

— —

#### 10.—(Article 51)

*Mandat d'arrestation d'un patient qui s'est échappé d'un  
asile d'aliénés*

Province de Québec, }  
District de }

Asile d'aliénés de

A , et à tous les constables ou offi-  
ciers de paix de , dans le district  
de .

Attendu que le jour du mois de  
pendant le mois à compter de , V. W., un  
aliéné interné dans l'asile d'aliénés de ,

dont je suis le surintendant médical, s'est échappé dudit asile;

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, vous lesdits constables ou officiers de paix, ou aucun de vous, au nom de Sa Majesté, d'arrêter de nouveau ledit V. W., et de le conduire en sûreté à cet asile, et de le mettre sous ma charge.

Donné sous mon seing, à \_\_\_\_\_, ce  
jour du mois de \_\_\_\_\_, en l'année de Notre-Sei-  
gneur, 19 \_\_\_\_.

(Signature.)

Surintendant médical.

S. R. (1909), 4161, formule J.

# 11.—(Article 65)

## Demande de garder temporairement un aliéné

Je,

(degré de parenté) de

(nom et prénoms du patient)

interné dans l'asile d'aliénés de \_\_\_\_\_, admis  
le (date de l'admission), sollicite du surintendant médi-  
cal la permission de garder chez moi (nom et prénoms du  
patient); et je m'engage à prendre soin dudit patient tant  
qu'il restera ainsi chez moi, pour l'espace de \_\_\_\_\_  
, à compter de ce jour, et à envoyer au surin-  
tendant médical tous les \_\_\_\_\_ jours, un rapport  
de l'état physique et mental dudit patient pendant la-  
dite période; je m'engage en outre à ramener ledit pa-  
tient audit asile à l'expiration du délai fixé ou lorsque  
j'en serai requis par le surintendant médical, le tout  
sans charge aucune.

Daté à \_\_\_\_\_, } (Signature du requérant.)  
ce \_\_\_\_\_ jour de 19 \_\_\_\_ . } (Adresse.)

Témoins } (Signatures.)

S. R. (1909), 4161, formule K.

## 12.—(Article 87)

*Certificat médical*

Je soussigné, \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ médecin pratiquant habituellement la profession médicale, déclare que j'ai, \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_, dans le comté de \_\_\_\_\_, seul et à part de tout médecin autre pratiquant, visité et examiné personnellement (*nom du prisonnier en question*).

J'ai constaté que le dit (*nom du prisonnier en question*) est aliéné et qu'il convient de le renfermer dans l'Asile des détenus aliénés.

J'ai formé cette opinion d'après les symptômes et faits observés directement par moi et d'après les renseignements qui m'ont été fournis, lesquels sont résumés dans les réponses aux questions suivantes, savoir:

- |  |     |
|--|-----|
| 1.— Cette attaque d'aliénation mentale est-elle la première ? Si non, quand les autres ont-elles eu lieu et quelle en a été la durée ? | 1.— |
| 2.— Quand les premiers symptômes de la maladie se sont-ils manifestés ?  | 2.— |
| 3.— Comment les premiers symptômes de la maladie se sont-ils manifestés ?  | 3.— |
| 4.— Sur quel sujet porte actuellement le trouble mental et comment se manifeste-t-il ?   |     |
| 5.— Y a-t-il hallucination : a) de la vue, b) de l'ouïe, c) de l'odorat, d) du goût, e) du toucher, f) du sens génital ? Décrivez.     | 5.— |
| 6.— Le malade a-t-il des tendances à la violence ? En a-t-il commis ? Décrivez.  | 6.— |
| 7.— Le malade est-il porté à se faire du mal ? A-t-il essayé   | 7.— |

de se tuer, quand et de quelle manière? Cette inclination se manifeste-t-elle encore et comment?

- |   |      |
|---|------|
| 8.—Quelles sont ses habitudes quant à: a) l'alimentation, b) le sommeil, c) la propreté?  | 8.—  |
| 9.—A-t-il quelques mauvaises inclinations, telles que: a) déchirer ses vêtements, b) détruire la propriété, c) mettre le feu, etc.? Décrivez  |      |
| 10.—Quels sont les membres de sa famille, s'il y en a en ligne ascendante ou collatérale, qui ont été atteints de folie ou autres troubles nerveux, tels que: a) épilepsie, b) hystérie, c) tics, d) excentricité, e) névralgie, f) chorée, g) alcoolisme, h. maladies vénériennes, etc., si oui, dites | 10.— |
| 11.—Quelles sont ses habitudes quant à: a) l'usage des liqueurs alcooliques, b) du tabac, c) des narcotiques?   | 11.— |
| 12.—A-t-il eu de graves maladies corporelles, telles que: a) épilepsie, b) éruptions, c) ulcères, d) écoulements supprimés, e) paralysie, etc.? Décrivez en détail. A-t-il reçu quelque coup à la tête? Décrivez.   |      |
| 13.—Quel est l'état physique actuel du malade?  | 13.— |
| 14.—S'il présente des infirmités corporelles, veuillez le mentionner.   | 14.— |

- |  |      |
|--|------|
| 15.—Que suppose-t-on être la cause de cette attaque de maladie ?   | 15.— |
| 16.—Quel est l'âge du malade au meilleur de votre connaissance ?<br>Les symptômes et faits que j'ai observés moi-même sont les suivants :<br>Les renseignements que j'ai reçus m'ont été fournis par les personnes suivantes :<br>Autres remarques : | 16.— |

(Signature du médecin.)

Assermenté devant moi, à (Adresse postale.)  
 ce jour de 192 .

(Signature).

Maire, juge de paix, notaire, recorder, ou  
 commissaire de la Cour supérieure.

15 Geo. V, c. 52, formule A.

13.—(Article 87)

*Rapport du médecin*

Je, soussigné , de , médecin,  
 de , dans le comté de , fais  
 rapport que j'ai obtenu les renseignements suivants con-  
 cernant (*nom du prisonnier en question*) :

Nom du malade  
 État civil  
 Age  
 Occupation  
 Religion  
 Domicile  
 Lieu de naissance



Il a ensuite demeuré aux endroits suivants:

A	de	à
A	de	à
A	de	à

Je donne ci-dessous le nom, l'adresse et l'occupation de tous les ascendants du malade, que je connais:

Père

Mère

Côté paternel:

Grand-père

Grand'mère

Côté maternel:

Grand-père

Grand'mère

*(Le médecin devra en outre répondre aux questions suivantes:)*

I. Si le malade est né en pays étranger:

- a) Date de l'arrivée au Canada
- b) Venant de
- c) Port d'arrivée
- d) Par le vapeur
- e) Par la compagnie de chemin de fer
- f) En compagnie de
- g) Le malade est sujet ayant ou n'a-  
yant pas été naturalisé.
- h) Le malade a été naturalisé à  
le ou vers le

II. Si le malade est marié ou veuf:

- a) Le nom de l'époux ou épouse
- b) Enfants
- c) Petits enfants
- d) Beau-père
- e) Belle-mère
- f) Gendres
- g) Belles-filles

III. Si le malade est un ancien soldat:

- a) Nombre d'années de service date de  
l'enrôlement
- b) Numéro du régiment numéro  
matricule
- c) Date de sa décharge

IV. Si le malade est assuré:

Noms des compagnies. Nos des polices. Montant.

V. Si le malade possède des biens:

- a) Description et situation des immeubles

b) Description et situation des meubles

c) Énumération des droits que le malade peut avoir

(Signature du médecin.)

(Adresse postale.)

Assermenté devant moi,  
à      ce      , jour de      192 .

(Signature.)

Maire, juge de paix, notaire, recorder,  
ou commissaire de la Cour supérieure.

15 Geo. V, c. 52, formule B.

## 14.—(Article 104)

*Licence*

Sachez que nous,  
juges de paix soussignés, agissant dans et pour le  
de      , assemblés en session générale (ou spéciale), certifions par le présent que A. B., de  
rale (ou spéciale), certifions par le présent que A. B., de  
dans      , a remis au greffier de la paix dudit      , un plan et description d'une maison et dépendances pour laquelle on demande une licence dans le but d'y recevoir des aliénés, située à      , dans le comté de      , (ou dans le cas d'une licence renouvelée: a livré au greffier de la paix pour ledit      une liste du nombre de patients maintenant détenus dans une maison sous licence, et ses dépendances, le jour de      dernier, pour la réception des aliénés, située à      , dans le comté de      ); et nous, le tout mûrement considéré et approuvé, autorisons ledit A. B., et lui donnons pouvoir (ledit A. B. ayant ou n'ayant pas l'intention de résider en ladite maison) d'employer cette maison et ses dépendances pour y recevoir      aliénés du sexe masculin (ou aliénées du sexe féminin, ou      aliénés du sexe

masculin et du sexe féminin), pour l'espace  
de mois à compter de cette date.

Donné sous nos seings, à , ce jour  
de , dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf  
cent .

(Signatures.)

Témoin,

Y. Z.,

Greffier de la paix.

S. R. (1909), formule A, 4266.

---

15.—(Article 120)

*Ordre pour la réception d'un patient*

Je soussigné, vous requiers par les présentes de recevoir A. B., (aliéné, insensé, idiot ou dont l'esprit est dérangé) comme patient dans votre maison.

(Signature.)

*Occupation* (si la personne en a une), *lieu de résidence*, *degré de parenté* (s'il y en a) *et autres circonstances qui le lient avec le patient.*

Nom du patient et ses prénoms au long;

Sexe et âge;

Marié, non marié, ou veuf;

Genre de vie, et occupation antérieure (si la personne en avait une),

Lieu où le patient résidait auparavant;

Croyance religieuse, en autant qu'elle est connue;

Durée de l'attaque;

Si c'est la première attaque;

Son âge (s'il est connu), lors de la première attaque;

Si le patient est sujet à l'épilepsie;

S'il a des dispositions au suicide, ou dangereuses pour les autres;

Lieu de détention antérieure, s'il a été détenu;

Si le patient a été interdit, et date de l'interdiction;

Circonstances spéciales (*s'il y en a*) qui ont empêché le patient d'être examiné séparément par deux médecins, avant son admission;

Circonstances spéciales (*s'il y en a*) qui empêchent l'insertion de quelques-uns des détails qui précèdent.

Daté à                      , ce                      jour de                      mil neuf cent

(*Signature.*)

A

Propriétaire (*ou* surintendant) de  
(*Description de la maison, sa situation, son nom, si elle en a.*)

S. R. (1909), 4266, formule B.

#### 16.—(*Article 120*)

##### *Certificat du médecin*

Je,                      , médecin dûment autorisé à pratiquer comme tel, certifie par les présentes, que j'ai, ce jourd'hui, seul et à part de tout autre médecin pratiquant, visité et examiné personnellement A. B., personne désignée dans l'exposé et l'ordre ci-annexés; que ledit A. B. est aliéné (*ou* insensé, *ou* que l'esprit dudit A. B. est dérangé); que c'est une personne qu'il convient de renfermer, et que j'ai formé cette opinion d'après le fait (*ou* les faits) suivants, savoir:

Daté à                      , ce                      jour de                      , mil neuf cent

(*Signature.*)

(*Adresse du médecin.*)

S. R. (1909), 4266, formule C.

17.—(Article 131)

Registre des admissions—Registre des patients

Date de la dernière admission antérieure (si aucune il y a)	
No d'ordre d'admission	
Date de l'admission	
Nom et prénoms au long	
Sexe	H.
	F.
Age	
Conditions	Mariés
	Non mariés
	Veuf ou veuve
Genre de vie et occupation (si le patient en avait une)	
Lieu et résidence	
Par l'autorité de qui envoyé	
Dates des certificats des médecins et par qui signés	
État physique	
Nom de la maladie, (s'il en existe une)	
Genre de maladie mentale	
Cause supposée de folie	
Épileptiques	
Idiots de naissance	
Durée des attaques	Années
	Mois
	Semaines
Nombre d'attaques précédentes	
Age lors de la première attaque	
Date de l'élargissement, ou du décès, ou du transfert	
Élargi	Guéris
	Soulagés
	Pas d'amélioration
	Transférés
Décédés	
Observations	

S. R. (1909), 4266, formule D.

Formules

Chap. 190

2463

## 18.—(Article 132)

*Avis d'admission*

Je vous donne par le présent avis que A. B. a été reçu dans cette maison comme patient, le                    jour de                    , et je transmets par le présent, copie de l'ordre et des certificats (ou du certificat) du médecin en vertu desquels il a été reçu.

Ci-joint est un état indiquant l'état mental et physique du patient ci-dessus nommé.

Daté à                    , ce                    jour de                    , mil neuf cent

(Signature.)

Surintendant (ou propriétaire de                    )

## É T A T

J'ai, ce jour, vu et examiné personnellement A. B. le patient désigné dans l'avis ci-dessus; et je certifie par le présent que, quant à l'état de son esprit, il (ou elle)                    , et que quant à l'état de sa santé, il (ou elle)                    .

Daté à                    , ce                    jour de                    , mil neuf cent

(Signature.)

Médecin propriétaire (ou surintendant, ou en charge de                    )

S. R. (1909), 4266, formule E.

---

*Registre des élargissements et des décès*

[illegible]

S. R. (1909), 4266, formule F.

## 20.--(Article 135)

*Avis de l'élargissement ou du décès*

Je vous notifie par le présent que \_\_\_\_\_, patient  
reçu dans cette maison, le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, a été  
élargi, qu'il a recouvré la raison, (ou qu'il est rétabli, ou  
n'éprouve pas de mieux, ou qu'il a été transféré hors de  
cette maison par l'autorité de \_\_\_\_\_ ou est décédé dans  
ladite maison) le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_.

Daté à \_\_\_\_\_, ce \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_, mil neuf cent \_\_\_\_\_.

(Signature.)

Surintendant (ou propriétaire)  
de la maison, à \_\_\_\_\_

*En cas de décès, ajouter :* et je certifie de plus que A. B.  
était présent au décès dudit \_\_\_\_\_, et que la cause  
apparente du décès dudit \_\_\_\_\_, (constatée par l'autopsie,  
*si c'est le cas*) était \_\_\_\_\_.

(Signature.)

S. R. (1909), 4266, formule G.

---



21.—(*Article 157*)

*Journal médical et rapports hebdomadaires*

Date du rapport	Nombre de patients		Nom des patients sous contrainte (et par quels moyens,) ou isolés		Noms des patients sous traitement médical		Rapport sur l'état sanitaire des patients et sur l'état de la maison	Décès, blessures et violences souffertes par les patients
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		

*Formules*

**Chap. 190**

**2467**

## 22.—(Article 180)

*Sommation*

Nous, dont les signatures sont apposées plus bas, étant deux des visiteurs nommés en vertu de la troisième partie de la Loi des asiles d'aliénés, vous sommons par le présent et vous requérons de comparaître en personne devant nous, à \_\_\_\_\_, dans le jour de \_\_\_\_\_, à \_\_\_\_\_ heures de l'a \_\_\_\_\_-midi du même jour, pour être là et alors interrogé, et déclarer la vérité touchant certaines matières relatives à l'exécution de ladite troisième partie.

Donné à \_\_\_\_\_, sous nos seings, ce  
jour de \_\_\_\_\_, dans l'année de Notre-Seigneur, mil  
neuf cent \_\_\_\_\_.

(Signatures.)

S. R. (1909), 4266, formule I.

— — —